

AOÛT 2026

La révolution verte a échoué en Afrique

Vingt ans de données et les
solutions efficaces

AF  SA

ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

Avant-propos

Depuis plus de deux décennies, on promet à l'Afrique une transformation agricole fondée sur des semences améliorées, des engrais synthétiques, la mécanisation et les marchés commerciaux. Les gouvernements ont été exhortés à subventionner les intrants, à réformer leurs politiques et à attirer les investissements privés. Les rendements allaient augmenter, les agriculteurs allaient prospérer et la faim allait reculer.

Vingt ans, c'est suffisamment long pour se demander : qu'a apporté ce modèle ? Ce rapport confronte ces promesses aux données factuelles. Dans les treize pays prioritaires de l'AGRA, l'utilisation d'engrais a plus que doublé et la superficie des terres cultivées a augmenté de 46 %, mais la croissance des rendements des denrées de base ne s'est pas accélérée.

Une grande partie de l'augmentation de la production provient de l'extension des terres cultivées, tandis que des cultures telles que le millet et le sorgho ont perdu du terrain.

Plus inquiétant encore, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique a augmenté de 58 %.

Il ne s'agit pas ici de rejeter les semences améliorées, les engrais ou les nouvelles technologies. Les agriculteurs ont besoin de la science, de financements, d'infrastructures et d'un soutien public fort. La question est de savoir quel type de système alimentaire ces investissements mettent en place, qui le contrôle et qui en bénéficie.

Partout en Afrique, les agriculteurs mettent déjà en place des alternatives : ils restaurent les sols, conservent et échangent des semences, intègrent cultures, arbres et élevage, et réduisent leur dépendance vis-à-vis d'intrants externes coûteux. Les femmes et les jeunes développent des entreprises autour des biofertilisants, des aliments indigènes, de la transformation et des marchés locaux. Il s'agit là de réponses concrètes au changement climatique, à la hausse des coûts des intrants, au déclin de la biodiversité et au besoin d'une plus grande autonomie des agriculteurs.

Les données montrent que les systèmes agroécologiques diversifiés peuvent renforcer la sécurité alimentaire, la santé des sols et l'autonomie des agriculteurs, tout en conservant une plus grande part de la valeur au sein des communautés africaines. Les gouvernements et les institutions régionales intègrent de plus en plus l'agroécologie dans leurs politiques et stratégies. Le défi réside désormais dans la mise en œuvre et le financement.

Ce défi est urgent. Les gouvernements africains s'engagent dans une nouvelle stratégie agricole décennale dans le cadre du CAADP de Kampala.

Les décisions prises aujourd'hui détermineront la destination de milliards de dollars provenant des finances publiques, de l'aide au développement et des fonds climatiques

L'Afrique ne manque pas de financements agricoles. La question est de savoir ce que nous choisissons de financer.

Nous ne devrions pas passer la prochaine décennie à redécouvrir ce que les vingt dernières années nous ont déjà appris. Les investissements publics devraient soutenir des sols sains, des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, une production diversifiée, des services de vulgarisation dirigés par les agriculteurs, la transformation locale et les marchés territoriaux.

Avant tout, les agriculteurs africains ne doivent plus être considérés simplement comme des bénéficiaires ou des adeptes de la transformation agricole. Ils doivent en être les artisans.

L'Afrique n'a pas besoin d'une nouvelle «révolution verte». Nous avons besoin d'une transformation des systèmes alimentaires ancrée dans nos populations, notre biodiversité, nos savoirs et notre droit à déterminer notre propre avenir agricole.

Dr Million Belay

Coordinateur général

Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA)

Résumé

Le contexte

En 2026, l'AGRA fêtera ses vingt ans d'existence, alors que les gouvernements africains entament la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie agricole décennale dans le cadre de la Déclaration de Kampala. Dix-huit années de données nationales permettent désormais d'évaluer le modèle de la Révolution verte à l'aune de ses résultats.

La question ne se limite pas à savoir si l'AGRA a atteint les objectifs qu'elle s'était fixés en 2006. Il s'agit de déterminer si deux décennies d'utilisation accrue d'engrais, de subventions publiques, de promotion des semences commerciales et de réformes politiques ont permis d'accélérer la productivité, d'utiliser les terres plus efficacement, de renforcer la résilience et d'améliorer la sécurité alimentaire. Les données montrent que ce n'est pas le cas. Pourtant, bon nombre de ces mêmes hypothèses et priorités d'investissement ont été reportées à 2035.

Les données

Le rapport s'appuie sur des documents institutionnels, des analyses quantitatives, des travaux de recherche évalués par des pairs et des données de terrain. Son fondement quantitatif repose sur l'analyse réalisée en 2026 par Timothy Wise à partir des données de la FAO concernant treize pays cibles sur une période de dix-huit ans. Ces données sont examinées à la lumière de la Déclaration de Kampala, de la stratégie 2026-2035 de l'UA et de l'examen final de Malabo ; des notes d'orientation, des rapports stratégiques et des déclarations fiscales de l'AGRA ; ainsi que de l'évaluation réalisée par Mathematica à la demande des bailleurs de fonds.

Aucune des institutions ayant financé le modèle n'a entrepris d'évaluation exhaustive sur vingt ans, et l'AGRA n'a pas rendu publiques ses données de suivi en vue d'une évaluation indépendante. Les données disponibles sont donc incomplètes. Toutefois, la convergence des données nationales, de l'évaluation des bailleurs de fonds, des archives institutionnelles et des travaux de recherche évalués par des pairs est suffisamment solide pour permettre de rendre un verdict clair.

Six conclusions

1. Vingt ans d'investissement n'ont pas permis d'accélérer la croissance des rendements des denrées de base.

L'utilisation d'engrais a plus que doublé, mais les rendements pondérés des denrées de base n'ont augmenté que de 1,2 % par an, soit un peu moins que la croissance annuelle de 1,3 % enregistrée au cours des douze années précédant la création de l'AGRA. Les rendements du maïs ont augmenté, mais bien moins que prévu, tandis que ceux du millet, des racines et tubercules, ainsi que de l'arachide, ont diminué.



Vingt ans, c'est suffisamment long pour juger le modèle de la Révolution verte à l'aune de ses résultats.

2. La croissance de la production a davantage reposé sur l'extension des terres cultivées que sur l'augmentation de la productivité.

La superficie cultivée a augmenté de 46 %. Pour la plupart des cultures promues, la superficieensemencée a progressé plus rapidement que les rendements. La superficie consacrée au maïs a augmenté de 71 % tandis que les rendements ont progressé de 40 % ; celle consacrée au manioc a plus que doublé tandis que ses rendements ont baissé. Il s'agit là d'une expansion, et non d'une transformation agricole.

3. Ce modèle a restreint la diversité des systèmes de culture.

La part du millet et du sorgho est passée de 26 % à 16 % des terres cultivées. Cette évolution a entraîné la disparition de cultures importantes pour la nutrition, les cultures alimentaires locales et la résilience dans des conditions de sécheresse, tout en renforçant la dépendance vis-à-vis du maïs, des semences commerciales et des intrants achetés.

4. La faim a augmenté, et les pays ciblés n'en ont tiré aucun avantage mesurable.

Le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique dans les treize pays a augmenté de 58 %, passant de 94,6 millions à 149,6 millions, soit une hausse presque identique à celle enregistrée dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Même les pays ayant connu une croissance relativement forte des rendements n'ont pas nécessairement réduit la faim. Le Malawi a enregistré la plus forte croissance des rendements des denrées de base du groupe, mais le nombre de personnes sous-alimentées y a tout de même augmenté de 61 %.

Le Sénégal montre que l'obtention de meilleurs résultats ne nécessitait pas de recourir à une intensification fondée sur les intrants comme modèle d'organisation. Au cours de la même période, il a augmenté son indice de rendement des cultures de base de 73 %, a conservé le millet, le sorgho et les arachides, a utilisé environ deux fois moins d'engrais par hectare que la moyenne des pays de l'AGRA et a réduit la faim de moitié. Le Sénégal ne constitue pas une expérience contrôlée ni une transition agroécologique achevée, mais son parcours démontre que la voie de la Révolution verte n'était pas une condition nécessaire à la productivité ou à la réduction de la faim.

5. Les coûts publics ont augmenté tandis que les bénéfices restaient à prouver.

Ce sont les gouvernements africains, et non les organisations philanthropiques, qui sont devenus les principaux bailleurs de fonds du modèle par le biais de programmes de subventions qui, dans certains pays, ont absorbé la majeure partie du budget agricole. Les propres études de l'AGRA décrivent bon nombre de ces programmes comme coûteux, mal ciblés, non viables sur le plan budgétaire et exposés au détournement de fonds ou à la mainmise des élites. Les preuves d'une augmentation durable des revenus restent faibles, et l'AGRA elle-même a reconnu qu'elle ne pouvait pas démontrer de lien de causalité entre son action et les revenus des agriculteurs.

6. Le modèle continue de se développer malgré ces constatations.

L'AGRA est passée de la promotion directe de la productivité des petits exploitants à la fourniture de conseils stratégiques, à la facilitation des investissements privés et à la mise en œuvre de programmes. À une échelle financière bien plus importante, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et le cadre du CAADP de Kampala continuent de promouvoir les semences commerciales, les engrais, la mécanisation, l'agro-industrialisation et les investissements privés. Le CAADP repousse d'une décennie supplémentaire les objectifs visant à éliminer la faim et à réduire de moitié la pauvreté, sans rendre suffisamment compte des raisons pour lesquelles la stratégie précédente a échoué.

Ce qui fonctionne à la place

Le choix ne se résume pas à poursuivre le modèle actuel ou à retirer tout soutien aux agriculteurs. De nombreuses données étayent une stratégie d'investissement différente, fondée sur des systèmes agroécologiques diversifiés.

Les analyses citées dans ce rapport montrent que les approches agroécologiques permettent de maintenir ou d'améliorer la production tout en renforçant la sécurité alimentaire, la santé des sols, la résilience, l'efficacité des ressources et l'autonomie des agriculteurs. Une étude a mis en évidence des résultats positifs en matière de sécurité alimentaire ou de nutrition dans 78 % des études examinées ; une autre a constaté des rendements plus élevés dans 63 % des comparaisons portant sur des petits exploitants et faisant état de rendements, parallèlement à des améliorations de multiples indicateurs d'adaptation. Ces résultats ne signifient pas que chaque pratique agroécologique surpasse chaque système conventionnel. Ils montrent que les performances agricoles doivent être évaluées à l'échelle de l'ensemble de l'exploitation et du système alimentaire, et non pas uniquement en fonction du rendement d'un seul produit.

Les éléments pratiques existent déjà : une fertilité biologique des sols qui réduit les coûts récurrents des intrants ; des exploitations diversifiées intégrant cultures, arbres et élevage ; des semences adaptées aux conditions locales et gérées par les agriculteurs ; une agriculture résiliente au changement climatique, fondée sur la diversité et des sols sains ; des entreprises agroécologiques et des marchés territoriaux qui conservent davantage de valeur au niveau local ; ainsi qu'un service de vulgarisation publique et piloté par les agriculteurs, fondé sur l'expérimentation et le partage des connaissances plutôt que sur la vente d'intrants.

De plus en plus, ces approches s'appuient également sur un cadre politique.

L'agroécologie est désormais reconnue dans la stratégie et le plan d'action du CAADP. La CEDEAO met en œuvre un programme régional d'agroécologie dans l'ensemble de ses États membres, tandis que l'Afrique de l'Est envisage un projet de loi sur l'agroécologie au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Début 2026, des stratégies ou lois nationales en matière d'agroécologie avaient été adoptées au Bénin, au Burkina Faso, en Éthiopie, au Kenya, en Tanzanie et en Tunisie, plusieurs autres pays étant en train d'élaborer les leurs. Le comté de Murang'a, au Kenya, est allé plus loin en conférant à l'agroécologie force de loi, tandis que d'autres comtés ont adopté leurs propres politiques.

Cette dynamique est importante. L'agroécologie ne se limite plus aux projets de la société civile ou à des communautés agricoles isolées. Les gouvernements africains, les institutions régionales et les autorités locales commencent à intégrer l'agroécologie dans leurs politiques officielles. Mais l'adoption devance la mise en œuvre : de nombreuses stratégies manquent encore de budgets, d'indicateurs et de soutien institutionnel, et les preuves de leur impact sur le terrain restent limitées.

Ce qui doit changer

Le débat politique a évolué. La question n'est plus simplement de savoir si les gouvernements africains doivent reconnaître l'agroécologie ; un nombre croissant d'entre eux le font déjà. La tâche consiste désormais à financer et à mettre en œuvre ce qui a été adopté.

L'Afrique ne manque pas de financements agricoles. Les gouvernements consacrent des sommes considérables aux subventions sur les intrants ; la Banque africaine de développement a mobilisé des dizaines de milliards de dollars ; la Banque mondiale prévoit de porter ses engagements en faveur de l'agroalimentaire et du financement agricole à 9 milliards de dollars par an ; et les fonds pour le climat, les fondations et les bailleurs de fonds bilatéraux apportent des centaines de millions supplémentaires. Parallèlement, la stratégie du PDDAA elle-même engage les gouvernements à réorienter le soutien aux producteurs vers des résultats à plus forte valeur ajoutée.

Le rapport demande donc à sept institutions de réorienter une part définie et croissante des engagements existants vers les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, l'agriculture agroécologique diversifiée, la fertilité biologique des sols, la recherche et la vulgarisation publiques, la transformation locale et les marchés territoriaux. Il ne s'agit pas simplement de dépenser davantage, mais de mobiliser des ressources en faveur d'une transition que les institutions africaines ont déjà commencé à approuver. L'opportunité est immédiate : la stratégie du CAADP de Kampala doit être transposée en plans nationaux d'ici 2028, et ses indicateurs sont en cours de définition.

- **Gouvernements africains** : réaffectez au moins 10 % des budgets de subventions existants d'ici 2028, 25 % d'ici 2030 et un tiers d'ici 2035 aux systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, à la vulgarisation publique et à l'agroécologie.
- **La Fondation Gates** : subordonner les futurs financements à une évaluation indépendante et obtenir la publication des données de suivi retenues par l'AGRA.
- **L'Allemagne** : doit protéger et renforcer ses engagements en matière d'agroécologie et réorienter l'ancien soutien de l'AGRA vers l'agroécologie et la vulgarisation agricole publique.
- **La Fondation Mastercard** : s'assurer que son programme en faveur des jeunes touche de manière vérifiable les femmes et les agriculteurs les plus pauvres, grâce à une évaluation indépendante des bénéficiaires.
- **Le Fonds vert pour le climat** : donner la priorité à une véritable adaptation et empêcher que des programmes à forte intensité d'intrants ne reçoivent le label « adaptation » sans preuve de résilience.
- **La Banque africaine de développement** : divulguer ce que soutiennent ses financements agricoles portant le label « climat » et réorienter une part croissante vers des systèmes agroécologiques diversifiés et à faibles intrants.
- **Le Groupe de la Banque mondiale** : consacrer une part définie et croissante de son financement agricole prévu à des systèmes diversifiés et agroécologiques, avec la publication d'indicateurs de résultats.

Vingt ans suffisent amplement pour juger le modèle de la Révolution verte à l'aune de ses résultats. Les données disponibles ne justifient pas une nouvelle décennie consacrée aux mêmes priorités à plus grande échelle. Les agriculteurs et les organisations africains s'emploient déjà à régénérer les sols, à renforcer la résilience, à protéger la diversité des semences et à créer des marchés locaux ; de plus en plus, les gouvernements africains et les institutions régionales intègrent également l'agroécologie dans leurs politiques. La prochaine étape consiste à mobiliser les fonds publics pour soutenir cette transition. Les dix prochaines années devraient servir à financer ce qui fonctionne plutôt qu'à répéter ce qui a échoué.

SOMMAIRE

Avant-propos.....	1
RESUME.	3
Introduction.....	10
Part I. Le bilan de la Révolution verte.....	13
Part II. Le Sénégal : les résultats d'une voie différente.....	17
Part III. Ce qu'est et ce qu'était l'AGRA	21
Part IV. Qui finance la Révolution verte ?.....	26
Part V. Partie V. Projection à l'horizon 2035 : le modèle. 17.....	28
Part VI. Ce qui fonctionne.....	32
Part VII. Ce qui doit changer	39
Conclusion.	41
References.....	42



Épis de maïs frais
poussant sur une haute
tige verte dans un
champ en plein air.

Crédit photo : Pixabay

Introduction

En 2006, les fondations Gates et Rockefeller ont lancé l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) avec un budget de 150 millions de dollars US et Kofi Annan comme premier président du conseil d'administration. L'AGRA s'était engagée à doubler les rendements et les revenus de trente millions de petits exploitants agricoles et à réduire de moitié l'insécurité alimentaire d'ici 2020. Ces objectifs n'ont pas été atteints et ont par la suite disparu de son site web. En septembre 2022, l'organisation a remplacé son nom complet par l'acronyme AGRA et s'est repositionnée en tant que facilitateur des systèmes alimentaires. Ce changement d'image lui a permis de prendre ses distances par rapport aux objectifs initiaux, tandis que l'amélioration des semences, des engrais synthétiques et la réforme des politiques restent au cœur de son approche [4].

Ce rapport est publié à l'occasion du vingtième anniversaire de l'AGRA et est présenté lors du Forum africain sur les systèmes alimentaires à Kigali, événement fondé par l'AGRA sous le nom de Forum africain de la révolution verte. Son sujet dépasse toutefois le cadre d'une seule organisation.

La Révolution verte en Afrique a été financée principalement par les gouvernements africains par le biais de programmes de subventions pour les engrais et les semences, et elle opère désormais à une échelle bien plus grande par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement et du Groupe de la Banque mondiale. En janvier 2025, bon nombre de ses hypothèses fondamentales ont été reprises dans la Déclaration de Kampala du CAADP pour une nouvelle décennie. L'argument central de ce rapport n'est donc pas simplement que l'AGRA n'a pas atteint ses objectifs. Il est que le modèle a échoué selon les critères fixés par ses promoteurs, puis s'est transposé dans les subventions gouvernementales, le financement des banques de développement et la politique continentale jusqu'en 2035.

Le rapport vérifie cette thèse à la lumière des résultats obtenus en matière de productivité, d'utilisation des terres, de lutte contre la faim et de revenus, puis examine ce qu'une répartition différente des financements publics et de développement existants pourrait permettre de soutenir.

Structure du présent rapport

The evidence comes largely from the institutions concerned and can be checked against their own documents. It is organised around four sources.

1

Évaluations des bailleurs de fonds: la première phase du partenariat a fait l'objet d'une évaluation commanditée par les propres bailleurs de fonds de l'AGRA et menée par Mathematica [1]. L'AGRA a qualifié cette évaluation d'indépendante, fondée sur des preuves et axée sur les données [8].

2

Dossier institutionnel de l'AGRA: les documents de l'AGRA elle-même : ses notes d'orientation [16], son rapport « Life of Strategy » [33], ses déclarations fiscales [5] et les déclarations publiques de ses présidents sortants et entrants [4][12].

Ce modèle a échoué selon les critères fixés par ses promoteurs, puis s'est orienté vers les subventions publiques, le financement par les banques de développement et la politique continentale jusqu'en 2035.

3

Données nationales de la FAO: les données nationales détenues par la FAO, analysées de manière indépendante par Timothy Wise de l'université Tufts sur l'ensemble des dix-huit années [32], après que l'AGRA eut refusé de communiquer ses propres données de suivi et d'évaluation à des chercheurs indépendants.

4

Documents de gouvernance de l'Union africaine; African Union's own record: the Kampala Declaration, the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) Strategy and Action Plan, and the fifth Biennial Review [3][40][41][53].

Prises dans leur ensemble, ces sources ne constituent pas une évaluation commanditée portant sur vingt ans, car aucune des organisations ayant financé le modèle n'en a réalisé une. Cette absence est en soi significative. L'évaluation de Tufts est l'analyse la plus complète disponible, établie à partir de données publiques après que l'AGRA eut refusé de communiquer ses propres informations de suivi.

Ce qui suit

La partie I évalue la productivité, l'utilisation des terres, la faim et les revenus. La partie II compare ces résultats à ceux du Sénégal. Les parties III et IV retracent l'évolution du rôle de l'AGRA et le financement du modèle au sens large. La partie V examine la poursuite de ce modèle dans le cadre de l'accord de Kampala. Les parties VI et VII présentent les arguments en faveur d'une alternative et les changements institutionnels nécessaires pour la financer.

Tout au long de ce rapport, les treize pays cibles sont ceux auxquels l'AGRA a accordé la priorité : le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.



Une femme se penche
pour s'occuper des
cultures dans un champ
verdoyant, sous un ciel
nuageux.

Crédit photo : Unsplash

Partie I. Le bilan de la Révolution verte

Les rendements ont progressé plus lentement qu'avant l'introduction du modèle.

La production a augmenté grâce au défrichement des terres, et non grâce à une hausse des rendements.

Dix-huit années de données nationales permettent désormais d'évaluer le modèle de la Révolution verte à l'aune de ses résultats. Au cours de cette période, l'utilisation d'engrais a plus que doublé et la superficie des terres cultivées a augmenté de 46 %. Pourtant, la croissance des rendements des cultures de base ne s'est pas accélérée, plusieurs cultures vivrières importantes ont connu un déclin et la faim a fortement augmenté.

Ces résultats sont significatifs indépendamment des objectifs initiaux de l'AGRA. Même à l'aune d'un critère plus modeste – à savoir si deux décennies d'investissement ont permis une croissance plus rapide de la productivité, une plus grande résilience ou une meilleure sécurité alimentaire –, le modèle a échoué.

L'AGRA avait pourtant pris des engagements explicites lors de son lancement en 2006 : doubler les rendements et les revenus de trente millions de ménages de petits exploitants et réduire de moitié la faim d'ici 2020. Les gouvernements africains ont pris des engagements similaires à Maputo et à Malabo. Aucun n'a été tenu.

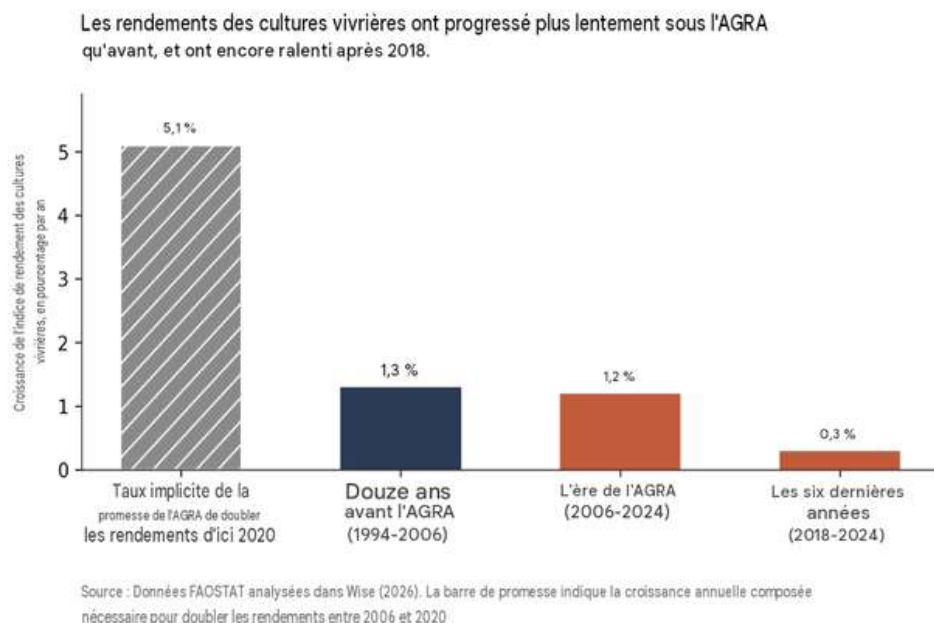
Les rendements ont augmenté plus lentement qu'avant la mise en place du modèle.

Le maïs, culture sur laquelle l'AGRA a misé le plus fortement, a progressé de 40 % en dix-huit ans (1,9 % par an), alors que l'objectif était de doubler les rendements. Le sorgho a progressé de 3 % ; le millet a reculé de 17 % ; les racines et tubercules ont reculé de 10 % ; et les arachides ont reculé de 11 % [32]. Pour l'ensemble des denrées de base, l'indice de rendement des denrées de base a augmenté de 1,2 % par an, soit un taux inférieur aux 1,3 % atteints par ces mêmes pays au cours des douze années précédant l'AGRA [32]. L'utilisation d'engrais a plus que doublé pour atteindre 26 kilogrammes par hectare, mais les pays qui en ont le plus utilisé n'ont pas obtenu les meilleurs résultats : la Zambie a atteint 71 kilogrammes par hectare, tandis que les rendements de maïs n'ont augmenté que de 14 % sur l'ensemble de la période [32]. L'utilisation continue d'engrais synthétiques sans réapprovisionnement en matière organique est également associée à l'acidification des sols et à une baisse des rendements [62]. L'AGRA ayant refusé de communiquer ses données de suivi et publié moins d'informations après 2020, cette évaluation repose sur les données publiques disponibles [32].

L'utilisation d'engrais a plus que doublé pour atteindre 26 kilogrammes par hectare, mais les pays qui en ont le plus utilisé n'ont pas obtenu les meilleurs résultats : la Zambie a atteint 71 kilogrammes par hectare, tandis que les rendements de maïs n'ont augmenté que de 14 % sur l'ensemble de la période [32].

L'utilisation continue d'engrais synthétiques sans réapprovisionnement en matière organique est également associée à l'acidification des sols et à une baisse des rendements [62]. L'AGRA ayant refusé de communiquer ses données de suivi et publié moins d'informations après 2020, cette évaluation repose sur les données publiques disponibles [32]

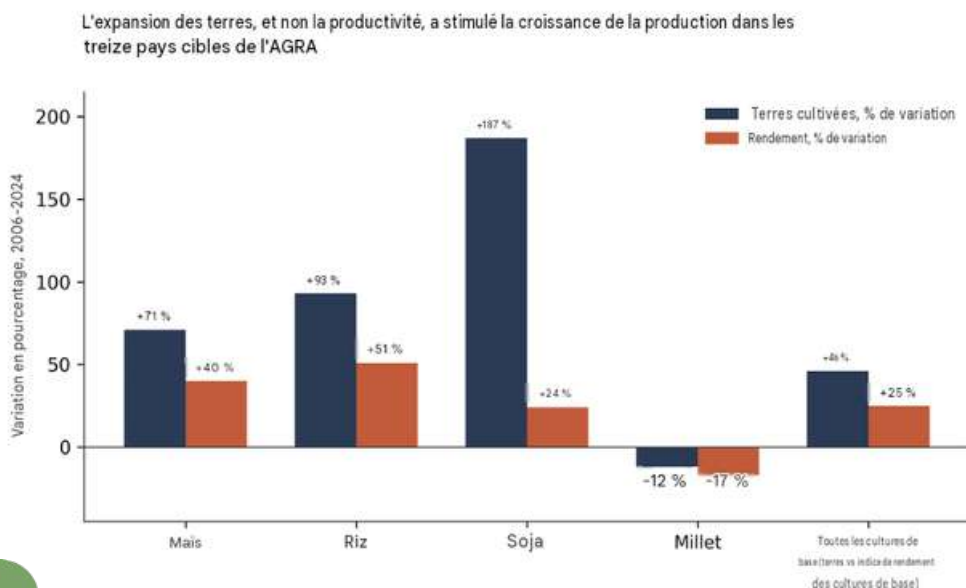
Figure 1. Croissance annuelle de l'indice de rendement des denrées de base dans les treize pays ciblés, comparée au taux requis par l'engagement.



La production a augmenté grâce au défrichage des terres, et non grâce à l'amélioration des rendements.

La superficie cultivée a augmenté de 46 % entre 2006 et 2024. La superficie consacrée au maïs a progressé de 71 %, contre une hausse des rendements de 40 % ; celle du riz a presque doublé ; et celle du manioc a plus que doublé, tandis que les rendements du manioc ont chuté de 21 % [32]. Dans le même temps, le millet et le sorgho, tous deux plus résistants à la sécheresse que le maïs, sont passés de 26 % à 16 % des terres cultivées, et la production de millet a chuté de 27 % [32]. L'ancien président de l'AGRA a reconnu que la croissance de la production reposait sur la mise en culture de terres dégradées [4], tandis que la stratégie 2026-2035 de l'UA identifie l'expansion et la dégradation des terres comme des problèmes persistants [41].

Figure 2. Croissance de la production, de la superficie et du rendement par culture, 2006-2024 : pour presque toutes les cultures promues par le modèle, la croissance de la superficie a dépassé celle du rendement. [Données tirées de Wise (2026) [32].]



Les systèmes de culture plus restreints ont un coût en termes de biodiversité que le modèle ne prend pas en compte.

Une évaluation de la sécurité nationale réalisée en 2026 par le gouvernement britannique conclut que la production alimentaire est « la cause la plus importante de la perte de biodiversité terrestre » à l'échelle mondiale, et que cette perte figure désormais elle-même parmi les plus grandes menaces à moyen et long terme pour la production alimentaire, se traduisant par l'appauvrissement des sols, le déclin des pollinisateurs et des conditions de sécheresse et d'inondations plus instables [83]. Les populations de vertébrés ont diminué en moyenne de 68 % depuis 1970, et celles des espèces d'eau douce de 84 % sur la même période [83]. Le passage à la monoculture du maïs, au détriment du millet et du sorgho, réduit la diversité au sein des exploitations agricoles qui soutient les pollinisateurs et les organismes du sol, aggravant ainsi l'acidification déjà associée à l'utilisation continue d'engrais synthétiques [62]. Cette perte ne se limite pas aux cultures elles-mêmes ; elle s'étend aux écosystèmes dont dépendront les rendements de la prochaine décennie.

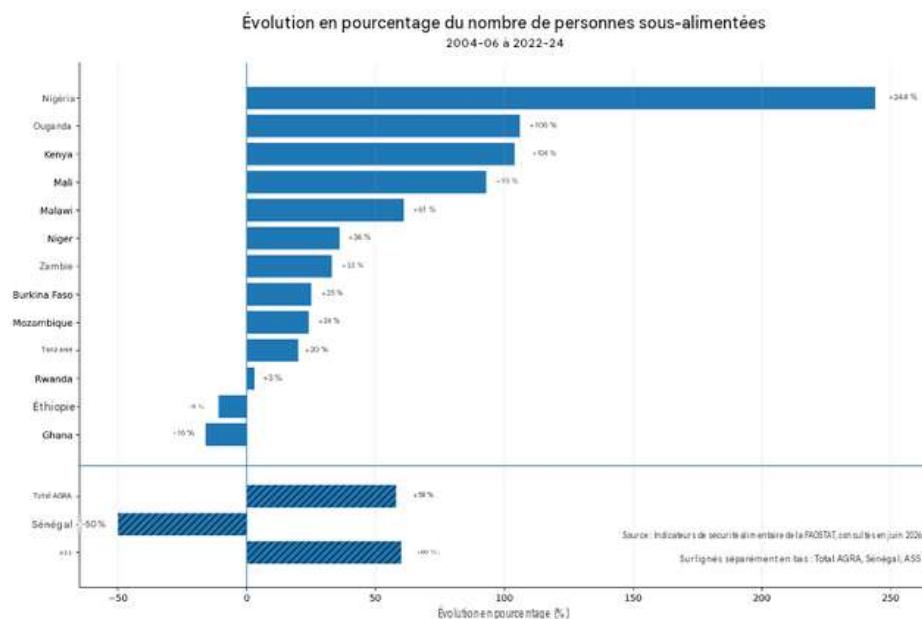
La baisse promise de la faim ne s'est pas produite.

Dans les treize pays concernés, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique est passé de 94,6 millions en 2004-2006 à 149,6 millions en 2022-2024, soit une augmentation de 58 % [32]. Dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, cette augmentation a atteint 60 %. Globalement, les pays prioritaires pour les investissements de la Révolution verte n'ont pas obtenu de meilleurs résultats que le reste de la région.

Seules l'Éthiopie et le Ghana ont réduit le nombre de personnes sous-alimentées. Le Nigeria a représenté plus de la moitié de cette augmentation ; au Kenya, ce nombre a plus que doublé pour dépasser les vingt millions ; et la faim au Malawi a augmenté de 61 %, malgré la plus forte croissance des rendements des cultures de base au sein du groupe. Les données ne corroborent pas l'hypothèse selon laquelle le recours à des intrants commerciaux entraînerait une hausse des rendements, puis une diminution de la faim.

L'AGRA s'était initialement engagée à réduire de moitié la faim d'ici 2020. Non seulement ce résultat est loin d'atteindre cet objectif, mais la faim a connu une forte augmentation, y compris chez les producteurs alimentaires ruraux [63].

Figure 3. Évolution du nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique par pays, 2006–2024, avec le Sénégal à titre de comparaison. [Données tirées de Wise (2026) [32].]



Les revenus ne peuvent être représentés, et les écarts constituent en eux-mêmes une preuve.

Les données sur la pauvreté rurale sont fragmentaires, et là où elles existent, la pauvreté a reculé plus rapidement avant la mise en œuvre du modèle qu’au cours de celle-ci [32]. L’AGRA a reconnu ce point : dans son rapport sur le PIATA (Partenariat pour une transformation agricole inclusive en Afrique) publié en 2022, elle a déclaré ne pas pouvoir démontrer de lien de causalité entre son action et les revenus des agriculteurs, alors que ce même document affirmait avoir touché 37 millions d’agriculteurs [33]. Atteindre un agriculteur est une action ; augmenter le revenu de cet agriculteur est un résultat, et c’est ce résultat qu’AGRA n’a pas pu démontrer. Il n’existe pas de référence concernant l’adoption de semences améliorées avant la mise en place du modèle, les données d’AGRA ne sont pas divulguées, et le rapport d’évaluation biennal de l’UA lui-même note que les données manquantes, comptabilisées comme zéro, masquent les véritables écarts [53].

Les coûts se sont répartis de manière inégale.

Dans le nord du Ghana, le labour mécanisé a agrandi les exploitations agricoles tandis que les tâches des femmes sont restées manuelles et ont entraîné la disparition des karités et des dawadawas dont dépendent les femmes pour leurs revenus [39]. Au Burkina Faso, dans le cadre de l’ , la dimension de genre figurait dans les documents du projet mais pas dans sa conception [39]. La consolidation entraîne une concurrence pour les terres et en évince les plus petits producteurs.

Des données indépendantes vont dans le même sens.

Une revue systématique de 2025 a passé au crible 364 études et a constaté, parmi 38 évaluations empiriques, vingt-trois résultats négatifs contre onze positifs. Elle a jugé le modèle peu prometteur en tant que base pour un avenir alimentaire durable et a noté qu’un tiers des études étaient financées par des institutions soutenant ce modèle [36]. L’évaluation de Mathematica, qualifiée d’indépendante par l’AGRA [8], a également constaté que l’objectif principal n’avait pas été atteint, que les preuves d’une transformation étaient faibles et que les bénéfices se concentraient chez les agriculteurs plus jeunes, plus aisés et majoritairement masculins [1]. La convergence entre l’évaluation des bailleurs de fonds, les données nationales et la littérature évaluée par des pairs explique pourquoi le cadre politique actuel doit désormais faire l’objet d’un examen minutieux.

Partie II. Sénégal : les résultats d'une voie différente

Au cours des dix-huit années durant lesquelles la faim a augmenté de 58 % dans les treize pays cibles, elle a diminué de moitié au Sénégal, pays voisin et hors du modèle.

Le Sénégal a ramené la sous-alimentation sous la barre des 5 %, atteignant ainsi l'objectif du PDDAA que les pays cibles n'ont jamais approché et se situant bien en dessous de la moyenne continentale d'environ 21 % ; parmi les treize pays, seul le Ghana s'en est approché, avec un taux de 6,5 % [32]. Le Sénégal ne faisait pas partie des pays cibles de l'AGRA, et l'intensification de la culture d'une denrée de base prioritaire, axée sur les intrants, n'a jamais structuré son agriculture. Ce que cela montre et ce que cela ne montre pas fait l'objet de cette partie.

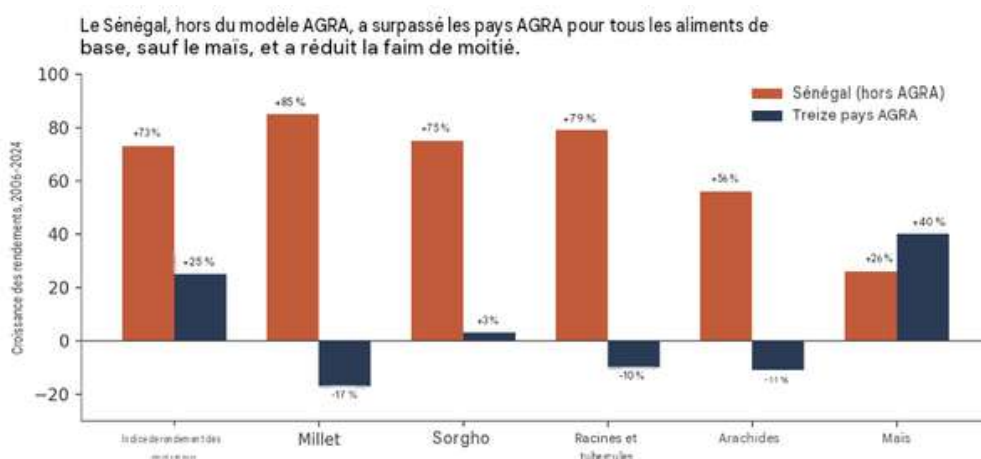
Les progrès du Sénégal ont été généralisés et portés par les cultures que le modèle a supplantées.

Les rendements du millet ont augmenté de 85 %, ceux du sorgho de 75 % et ceux des racines et tubercules de 79 %. Dans l'ensemble, l'indice de rendement des denrées de base du Sénégal a progressé de 73 %, contre 25 % dans l'ensemble des pays de l'AGRA [32].

Le millet et l'arachide ont conservé ou gagné des surfaces cultivées plutôt que d'être supplantés par le maïs : la superficie consacrée à l'arachide a augmenté de 77 % et ses rendements de 56 %, tandis que les rendements de l'arachide dans l'ensemble des pays de l'AGRA ont baissé de 11 % [32]. Le Sénégal a atteint ces résultats avec environ 14 kilogrammes d'engrais par hectare, soit la moitié de la moyenne des pays de l'AGRA et moins d'un tiers de l'objectif d'Abuja [32][45]. En revanche, la Zambie a atteint 71 kilogrammes par hectare mais n'a augmenté les rendements du maïs que de 14 %, tandis que la forte croissance des rendements des denrées de base au Malawi a coïncidé avec une hausse de 61 % de la faim [32].

Au cours des dix-huit années durant lesquelles la faim a augmenté de 58 % dans les treize pays cibles, elle a diminué de moitié au Sénégal, pays voisin et hors du cadre du modèle.

Figure 4. Croissance des rendements 2006–2024 : le Sénégal comparé aux treize pays de l'AGRA.



Le Sénégal n'est pas un exemple d'opposition à la Révolution verte.

Dans le bassin arachidier sénégalais, l'État pratique depuis des décennies une monoculture commerciale destinée à l'exportation, avec des semences améliorées, des engrais subventionnés et la mécanisation, et c'est le bassin qui en supporte les coûts : baisse de la fertilité, perte du couvert forestier, endettement, appauvrissement de l'alimentation. Deux éléments le distinguent de ce que promeut l'AGRA.

L'arachide est une légumineuse qui fixe son propre azote ; elle ne crée donc pas la dépendance de la monoculture de maïs à un apport continu d'azote externe. De plus, la rotation avec le millet et le sorgho s'est maintenue parallèlement. L'intensification s'est articulée autour d'une culture enrichissant les sols et a permis de conserver les céréales traditionnelles dans les champs.

Le Sénégal a fortement soutenu ses agriculteurs, mais a dépensé différemment.

Le Sénégal gère l'un des plus importants programmes de subventions d'Afrique de l'Ouest. En 2018, celui-ci absorbait environ un tiers du budget agricole ; en 2020/21, environ la moitié des quelque 100 millions de dollars américains a été consacrée aux semences et 40 % aux engrais [45]. Les aides couvraient l'arachide, le niébé, le riz et le maïs, y compris les cultures que les agriculteurs pratiquaient déjà. Au-delà du bassin de l'arachide, la politique est restée plurielle, englobant le millet et le sorgho, l'élevage, l'horticulture, la pêche et, plus récemment, l'agroécologie [61]. Contrairement à la théorie de la productivité plus restrictive de l'AGRA, l'approche sénégalaise tenait également compte de la stabilité, de l'accès, de la nutrition et de l'autonomie des agriculteurs [61].

Les agriculteurs sénégalais ont leur mot à dire dans l'élaboration des politiques, et la société civile est le moteur de l'agroécologie.

Depuis 2004, l'agriculture s'inscrit dans le cadre d'une loi-cadre élaborée en collaboration avec les organisations rurales. Celle-ci considère l'exploitation familiale comme le fondement de la modernisation et reconnaît le rôle des agriculteurs dans l'élaboration et l'évaluation des politiques [43]. L'agroécologie a également été portée par la base : à la suite d'une déclaration présidentielle de 2019, des organisations d'agriculteurs, de femmes, d'ONG et de recherche ont formé DyTAES, aujourd'hui une coalition regroupant plus de nonante entités [59] [60]. Cela ne suffit toutefois pas à expliquer la plupart des progrès antérieurs, et des études évaluées par des pairs décrivent le soutien de l'État comme inégal, tandis que les projets conventionnels se poursuivent [44].

Ce que le Sénégal n'est pas.

Il a fortement extensifié son agriculture, augmentant ses surfaces cultivées de 74 %, et reste un importateur alimentaire majeur, avec environ 1,9 milliard de dollars par an [32][47]. Son modèle est contesté car il est considéré comme un système à deux vitesses, où l'agriculture industrielle coexiste avec les petits exploitants, avec des conflits fonciers dans le delta du fleuve [44]. Aucune transformation agroécologique nationale n'a eu lieu. La transition est inégale.

Le Sénégal n'est pas un modèle à suivre, et il n'a pas obtenu ses résultats en refusant les outils de ce modèle. Ce que les données confirment, c'est un résultat plus modeste mais néanmoins substantiel : un pays qui, confronté aux mêmes années, à la même région, à la même pandémie et à la même flambée des prix, avec des investissements publics comparables mais sans intensification fondée sur les intrants comme stratégie d'organisation, a vu les rendements de ses cultures de base croître trois fois plus vite, a conservé ses cultures traditionnelles et a réduit de moitié la faim alors que celle-ci a doublé au Kenya [32].

Le Sénégal se distingue des pays cibles de l'AGRA au-delà de la seule politique agricole : un secteur de la pêche côtière et de l'horticulture, des envois de fonds et une urbanisation élevés, ainsi que l'absence du conflit qui a alimenté la faim au Mali, au Niger et dans le nord du Mozambique. N'importe lequel de ces facteurs aurait pu contribuer à ce résultat, et aucun résultat national n'a de cause unique. Il s'agit d'une comparaison entre pays, et non d'un essai contrôlé. Ce que cela montre, c'est que les bons résultats n'ont pas nécessité le modèle axé sur les intrants.

L'exception sénégalaise est en train d'être intégrée au modèle de la Révolution verte.

Le programme de semences de l'AGRA est désormais mis en œuvre au Sénégal ; le premier prêt alimentaire d'urgence jamais accordé par la Banque africaine de développement, d'un montant de 121 millions d'euros en 2022, a financé des semences certifiées et des engrais pour 850 000 agriculteurs et 350 000 nouveaux hectares dans ce pays [19]. En décembre 2025, le Centre Agropole, soutenu par la BAD, a ouvert ses portes dans le bassin de l'arachide et du millet [47], et en février 2026, la Banque mondiale a lancé le « Compact AgriConnect Sénégal » axé sur les céréales, l'horticulture et l'élevage, en accord avec la stratégie de souveraineté alimentaire du Sénégal [46]. La souveraineté alimentaire, terme propre au mouvement, sert désormais de cadre à un projet agro-industriel. La question que soulève ce contre-exemple est de savoir si les deux décennies de lutte contre la faim survivront à la prochaine.



Une jeune pousse
émergeant d'un sol riche
dans un champ, tenue en
coupe dans les mains.

Crédit photo : Unsplash

Partie III. Ce qu'est et ce qu'était l'AGRA

Là où elle n'a pas transformé l'agriculture, elle en a modifié les règles

L'AGRA s'inscrit dans le récit de ce modèle comme un acteur parmi tant d'autres, et non comme le plus important. Elle n'a jamais financé de programme national de subventions et n'a jamais égalé les dépenses des banques de développement. En vingt ans, elle a reçu bien plus de 1,5 milliard de dollars, dont environ les deux tiers provenaient de la Fondation Gates [5][8] ; le Malawi a dépensé plus que cela en intrants en une décennie. Ce que l'AGRA a construit, ce qu'elle est devenue et comment elle a évolué au cours de ses six dernières années constituent le sujet de cet article, car la continuité du modèle passe par elle.

AGRA 1.0 : la mise en place de l'offre, 2006–2016

La première décennie a permis de mettre en place les rouages d'une agriculture à forte intensité d'intrants. Lancée en 2006 grâce à un financement de 150 millions de dollars provenant des fondations Gates et Rockefeller, et présidée par Kofi Annan, l'AGRA a rassemblé les éléments nécessaires à son modèle : un programme de semences, un programme de santé des sols financé à hauteur d'environ 180 millions de dollars [48], des actions en faveur des marchés et de l'éducation, ainsi que le renforcement des capacités en matière de politiques publiques. Selon ses propres chiffres, l'AGRA a formé 680 diplômés en sciences agronomiques, favorisé la mise au point de 562 nouvelles variétés, soutenu la production de près de 600 000 tonnes de semences et doté un organisme de l'industrie des engrais d'un capital de 25 millions de dollars [8][33]. Il s'agit là de réelles avancées dans le renforcement de l'offre. Or, les données de cette décennie ont montré que le renforcement de l'offre à lui seul n'a pas permis d'atteindre les gains promis en matière de rendements, de revenus ou de sécurité alimentaire.

AGRA 2.0 : PIATA et le réseau de distribution, 2017-2022

La deuxième phase a permis de mettre en place le réseau chargé d'acheminer les intrants jusqu'au dernier kilomètre, c'est-à-dire jusqu'aux agriculteurs. En 2017, les bailleurs de fonds ont mis en commun leurs ressources au sein de PIATA, coordonnant ainsi les efforts de la Fondation Gates, de la KfW allemande, de la Fondation Rockefeller, du FCDO britannique et de l'USAID dans les domaines des semences, des engrais, du conseil et des politiques. L'AGRA fait état de 42 réformes politiques, de 1,4 milliard de dollars mobilisés, de 33 000 conseillers villageois et de 9 000 distributeurs agricoles, 75 % des agriculteurs touchés ayant adopté des engrais et 48 % des semences améliorées [33]. Ce réseau constitue la réalisation la plus tangible de l'AGRA, et l'évaluation de Mathematica a mis en évidence son défaut structurel : dans plusieurs pays, il fonctionne comme une opération de vente d'intrants à la commission, substituée au service public de vulgarisation agricole, qu'il ne peut remplacer [1][51]. Dans l'ensemble des pays de l'AGRA, le service public de vulgarisation agricole est resté à environ un agent pour mille ménages agricoles [51]. L'évaluation des bailleurs de fonds a conclu qu'AGRA n'avait pas atteint son objectif principal et que les preuves de transformation étaient faibles ; elle a estimé le coût total de son action en faveur des agriculteurs à environ 10 dollars US par petit exploitant sur cinq ans, et a jugé le réseau non viable sans subventions continues [1][8].

Ce que vend l'AGRA : la réforme des politiques

Là où elle n'a pas transformé l'agriculture, elle en a modifié les règles.

Mathematica a qualifié la politique de « succès constant » de l'AGRA, attribuant 72 réformes à travers onze pays en cinq ans [1] ; le rapport « Life of Strategy » en mentionne 42 [33], et cet écart reste inexpliqué. La méthode consistait à placer directement des consultants de l'AGRA et du personnel détaché au sein des ministères [1]. Les évaluateurs en ont identifié la conséquence : le succès de l'AGRA a incité les gouvernements à solliciter davantage de soutien de la part de l'AGRA plutôt que de renforcer leurs propres capacités, et ils n'ont trouvé aucune preuve indiquant que les gouvernements seraient en mesure de mener la prochaine génération de programmes sans ce soutien [1]. Le contenu dépendait des participants présents : la loi nigériane de 2019 sur la qualité des engrais, les lois sur la protection des variétés végétales visant à attirer l'agro-industrie, et l'adhésion de la Tanzanie à l'UPOV en 2015, qui restreint la conservation et l'échange de semences par les agriculteurs [15]. D'après ce qu'ont entendu les évaluateurs, la consultation de la société civile intervenait généralement après que les programmes avaient déjà été conçus [1].

Zambie : du NAIP II au CATSP

Le cas récent le plus parlant illustre la méthode politique de l'AGRA dans un pays.

En 2021, la Zambie a lancé un deuxième Plan national d'investissement agricole (NAIP) à l'issue d'un vaste processus de consultation des parties prenantes ; la ZAAB et d'autres acteurs ont insisté pour s'appuyer sur ce qui avait fait ses preuves pour les petits exploitants, l'élevage, la pêche et la nutrition [14]. Ce processus a été contourné. Selon l'ACB et la ZAAB, des consultants financés par l'AGRA et la FAO ont introduit un nouveau cadre, le Programme global d'appui à la transformation agricole (CATSP), sans véritable consultation, réorientant la stratégie vers les chaînes d'approvisionnement commerciales du maïs, du blé et du soja, ainsi que vers l'agrégation privée [64]. Le responsable d'AGRA en Zambie a comparé son rôle à celui de l'unité de programme du gouvernement lui-même ; un consultant d'AGRA intégré au sein de l'administration a dirigé la rédaction du document et, selon le ZAAB, était la seule personne capable de l'expliquer lors de la validation [14]. Des bureaux permanents chargés de la transformation agricole ont été mis en place au sein du gouvernement afin d'aligner la politique sur ce programme [14]. L'orientation a été clairement énoncée : en mai 2023, le secrétaire permanent de l'époque a suggéré que les petits exploitants inefficaces devraient abandonner l'agriculture au profit d'exploitations commerciales [14]. Mutinta Nketani, de la ZAAB, a clairement formulé son objection : une organisation qui a échoué à atteindre ses propres objectifs avec son propre modèle n'a « aucune autorité... pour orienter la politique » [14]. La Zambie est un pays, mais les États membres doivent intégrer le cadre du CAADP de Kampala dans leurs plans nationaux d'ici 2028 ; le niveau d'intervention a donc son importance.

AGRA 3.0 : le changement de nom et la suite, de 2022 à aujourd'hui

Le nom et les objectifs ont changé ; le modèle est resté le même. En septembre 2022, l'organisation a abandonné le nom « Alliance pour une révolution verte en Afrique » au profit de l'acronyme AGRA, sans fournir d'explication publique [9]. Agnes Kalibata a déclaré par la suite que « le train de la Révolution verte était déjà parti », tout en continuant à soutenir les semences améliorées et certains engrais. La stratégie 2023–2027 est passée d'objectifs directs de productivité des petits exploitants à la facilitation des politiques, à la mise en relation et à la mobilisation des investissements privés. La présidente Alice Ruhweza a décrit la réduction des risques liés aux capitaux privés et la mise en place de corridors commerciaux comme des éléments centraux du modèle opérationnel [12][13]. L'AGRA est désormais principalement un conseiller en matière de politiques, un acteur de la mise en œuvre, un rassembleur et un facilitateur d'investissements ; le modèle qu'elle a promu est désormais mis en œuvre à une échelle bien plus grande par d'autres institutions.

Qui finance et qui en bénéficie ?

Le financement de l'AGRA s'est fragmenté. La Fondation Gates reste le pilier principal : elle a injecté 200 millions de dollars après qu'une évaluation qu'elle a cofinancée a conclu que les objectifs principaux n'avaient pas été atteints, tout en conservant deux sièges au conseil d'administration [9]. La Fondation Rockefeller a cessé de financer les activités principales, l'USAID s'est retirée en 2025 et l'Allemagne a réduit son soutien bilatéral [9][25][26]. Parmi les programmes soumis à des restrictions figurent désormais l'initiative en faveur de la jeunesse de la Fondation Mastercard, dotée de 350 millions de dollars, et le programme de post-récolte du Fonds vert pour le climat, doté de 105 millions de dollars [27][28]. L'AGRA a enregistré un chiffre d'affaires record d'environ 127 millions de dollars en 2024 : environ 34 millions de dollars ont été consacrés au personnel, 17 millions de dollars à la direction et 40 millions de dollars ont été reversés à des organisations africaines chargées de la mise en œuvre [5]. Au Mozambique, l'évaluation réalisée par Mathematica a identifié les investissements dans les engrais et les semences hybrides réalisés par Yara, Bayer et Klein Karoo comme l'un des résultats les plus évidents du secteur privé [1].



Le bilan. Les déclarations fiscales de l'AGRA aux États-Unis montrent une forte hausse de ses recettes après son changement d'image en 2022, passant d'environ 80 millions de dollars cette année-là à environ 128 millions de dollars en 2023 et 127 millions de dollars en 2024. Un excédent de 43 millions de dollars en 2023 a presque doublé son actif net, tandis que les dépenses ont atteint 115 millions de dollars en 2024. Sur ce montant, 16,8 millions de dollars ont été consacrés aux frais de gestion et aux frais généraux et environ 34 millions de dollars aux ressources humaines, contre 40 millions de dollars accordés à des organisations africaines pour la mise en œuvre des projets. La rémunération des dirigeants et des collaborateurs clés a quadruplé, passant de 0,9 million de dollars en 2021 à 3,8 millions de dollars en 2024, la présidente sortante ayant perçu 368 784 dollars au cours de sa dernière année de mandat. Les contributions représentent environ 96 % des recettes de l'AGRA.

Modification des informations publiques

En janvier 2026, le Bureau of Investigative Journalism a mis en évidence une action coordonnée visant à supprimer de la page Wikipédia de l'AGRA tout contenu critique à son égard. Ces modifications ont été apportées par un réseau de vingt-six comptes fantômes que Wikipédia a par la suite bannis, soupçonnés d'avoir effectué des modifications rémunérées non déclarées, et que le Bureau a associés à Web3 Consulting, un sous-traitant d' s utilisé par l'agence de relations publiques londonienne Portland Communications. L'AGRA et la Fondation Gates figurent toutes deux parmi les clients de Portland [30].

Ces modifications touchaient au cœur même du bilan des performances de l'AGRA. Un compte a modifié l'échéance de l'objectif initial de l'AGRA, à savoir doubler les revenus de trente millions d'agriculteurs, en la repoussant de 2020 à 2021. Un mois plus tard, un deuxième compte a supprimé l'intégralité de la section « Évaluation » de la page et retiré la référence à l'étude de l'université Tufts montrant que l'AGRA n'avait pas atteint ses propres objectifs [2], soit les mêmes éléments de preuve sur lesquels repose la conclusion du présent rapport. Wikipédia a annulé ces modifications dès que le Bureau les a révélées.

Interrogée à ce sujet, l'AGRA a confirmé avoir engagé Portland, mais a déclaré n'avoir « aucune connaissance de Web3 Consulting, ni aucun lien avec cette société », et que ses politiques interdisent toute violation des conditions d'utilisation des plateformes externes. La Fondation Gates n'a pas répondu à la demande de commentaires du Bureau [30].



Un agriculteur africain par
une journée ensoleillée et
torride.

Crédit photo : James Baltz
sur Unsplash

Partie IV. Qui finance la Révolution verte

Vingt ans de programmes liés à la Révolution verte ont été financés en grande majorité par les gouvernements africains, et non par la Fondation Gates, qui a financé la conception du modèle et de son architecture politique, ni par l'AGRA, qui n'a jamais financé de programme de subventions. C'est la partie que la plupart des comptes rendus omettent.

Les gouvernements africains sont les principaux bailleurs de fonds, et ces programmes sont antérieurs à l'AGRA. Le Malawi mène un programme de subventions aux intrants depuis la fin des années 1990, la Zambie depuis le début des années 2000 ; tous deux ont été conçus par les gouvernements pour assurer la sécurité alimentaire nationale, et non par l'AGRA, qui ne les gère ni ne les finance [17]. Les propres notes d'information de l'AGRA datant de juin 2024 estiment les dépenses liées aux subventions aux engrais dans onze pays cibles à environ 35 millions de dollars par an chacun entre 2017 et 2022, allant de 72 millions de dollars au Kenya à des montants inférieurs, avec des taux de subvention s'élevant en moyenne à 57 % [16]. Les coûts totaux des programmes sont plus élevés : selon les estimations de l'université d'État du Michigan, les coûts annuels maximaux s'élevaient à 180–239 millions de dollars en Zambie et à 152–275 millions de dollars au Malawi, soit entre un quart et les trois quarts du budget agricole dans chaque cas [17]. Les subventions ont atteint 60 % de l'ensemble du budget agricole du Malawi en 2022 [16]. En comparaison, l'AGRA a dépensé 115 millions de dollars US pour l'ensemble de son organisation et les treize pays concernés en 2024 [5] ; le Malawi à lui seul dépense plus du double de ce montant pour un seul programme [17]. Aucune institution ne publie de total à l'échelle du continent ; les estimations établies à partir des budgets s'élèvent à près d'un milliard de dollars par an dans l'ensemble des pays concernés [31]. La plus grande catégorie de dépenses agricoles africaines n'est comptabilisée nulle part.

Les propres notes d'information de l'AGRA datant de 2024 formulent une critique sévère à l'égard de ces programmes de subventions. Elles les décrivent comme coûteux, non viables sur le plan budgétaire et susceptibles d'évincer la recherche et la vulgarisation agricoles [16]. Ces notes font également état du détournement d'engrais subventionnés au Malawi, de la mainmise des élites en Tanzanie, de la monoculture de maïs bien ancrée, ainsi que d'études commanditées par l'AGRA, qui ne constatent aucun effet significatif sur les prix au Nigeria, sur la main-d'œuvre en Éthiopie ou sur le revenu net agricole au Kenya [16].

Les agriculteurs souhaitent que le soutien soit amélioré, et non supprimé. Une enquête menée en 2024–2025 auprès de 371 ménages dans quatre districts zambiens a révélé que 91 % d'entre eux appréciaient l'accès aux intrants, mais que 88 % étaient globalement insatisfaits, les intrants arrivant trop tard pour les semis, en quantités insuffisantes, liés à un bon d'achat électronique rigide et réservés exclusivement au maïs [38]. Ils ont recommandé un soutien opportun, adéquat et flexible, permettant la culture d'autres plantes, y compris des variétés traditionnelles [38].

L'argent qui a servi à acheter les semences et les engrais provenait des trésors publics africains.

Cette contribution philanthropique est modeste dans sa mise en œuvre, mais déterminante dans sa conception. L'AGRA a reçu bien plus de 1,5 milliard de dollars depuis 2006, provenant presque exclusivement de quelques fondations et agences, avec Bill Gates comme pilier [5][8]. Comparée aux budgets nationaux consacrés aux subventions, cela ne représente qu'une petite part de ce qui permet de fournir des intrants aux agriculteurs. En revanche, son rôle dans la conception du modèle, la constitution de sa base de données factuelles et l'élaboration de son cadre politique est tout autre. L'argent qui a permis d'acheter les semences et les engrais provenait des trésors publics africains.

Le modèle fonctionne désormais à l'échelle des banques de développement. Depuis 2016, la Banque africaine de développement poursuit le même ensemble de mesures – semences commerciales, engrais et mécanisation – dans le cadre de l'initiative « Feed Africa » [42].

Son programme « Technologies pour la transformation agricole africaine » (TAAT) indique avoir touché plus de 12 millions d'agriculteurs dans 34 pays [18] ; son « Mécanisme africain de production alimentaire d'urgence », doté de 1,5 milliard de dollars, visait à fournir des semences et des engrais certifiés à 20 millions de petits exploitants [19]. Le sommet de Dakar 2, en 2023, a permis de mobiliser environ 72 milliards de dollars de promesses de dons et de conclure 34 accords nationaux [22] [42]. La BAD est désormais le principal moteur financier du modèle « intrants et productivité » sur le continent.

La Banque mondiale se prépare à intervenir à une échelle encore plus grande. Une analyse de l'IATP et de l'AFSA estime ses décaissements en faveur de l'agriculture africaine à près de 3 milliards de dollars par an pour la période 2021-2024 [37]. AgriConnect, lancé en octobre 2025, met en œuvre un engagement visant à doubler les engagements du Groupe en matière d'agroalimentaire et d'agrofinance, pour les faire passer d'environ 4,5 milliards de dollars à 9 milliards de dollars par an d'ici 2030, tout en mobilisant 5 milliards de dollars supplémentaires par an auprès du secteur privé [65]. La Banque décrit une répartition des rôles selon laquelle la SFI apporte les capitaux et la Banque soutient la réforme des politiques [37]. Cela ressemble à la combinaison de financement, de développement des marchés et d'influence politique pratiquée par PIATA, mais à une échelle que l'AGRA n'a jamais atteinte.

Les multinationales y sont étroitement impliquées. OCP Africa operates in at least a dozen focus countries with AfDB-backed blending plants [23]; Yara, named in AGRA's Mozambique evaluation, expands advisory services [23]; the AU's 2024 Fertilizer and Soil Health Summit adopted a roadmap to triple continental fertiliser use [14].

Au total, les sommes en jeu sont considérables : des budgets nationaux de subventions s'élevant à plusieurs centaines de millions chaque année ; 1,5 milliard de dollars US alloués à un mécanisme de la BAD et 72 milliards de dollars US d'engagements dans le cadre de l'initiative « Feed Africa » ; 9 milliards de dollars US par an prévus par la Banque mondiale ; et bien plus de 1,5 milliard de dollars US reçus par l'AGRA depuis 2006. L'agriculture africaine ne manque pas d'investissements dans ce modèle. La question centrale est de savoir ce que ces ressources ont permis d'obtenir au cours d'une période où les rendements des cultures de base ont ralenti, les surfaces cultivées ont augmenté de 46 % et la faim a progressé de 58 %.

Partie V. Prolongement : le modèle à l'horizon 2035

L'Union africaine a désormais publié son propre bilan final pour la période de Malabo.

Dans le cadre de Malabo, les dirigeants s'étaient engagés à éliminer la faim et à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2025, les progrès étant évalués tous les deux ans. Le nombre de pays jugés en bonne voie est passé de vingt en 2017 à quatre en 2019, puis à un en 2021 et à zéro en 2023 [3]. Le cinquième et dernier bilan, présenté en février 2026, a révélé qu'aucun des quarante-cinq États ayant rendu compte n'avait atteint l'objectif global et que le continent n'avait respecté aucun de ses sept engagements [53]. L'objectif « Éradiquer la faim » a obtenu un score de 3,38 contre un objectif de référence de 9,24. L'UA a conclu qu'une approche exclusivement axée sur la production était insuffisante et que les progrès réalisés étaient trop modestes [53]. Les données de l'évaluation s'arrêtent en 2024, et le traitement des données manquantes peut sous-estimer certaines lacunes d'information.

Le CAADP prolonge ce modèle malgré ces constatations. En janvier 2025, les dirigeants africains ont adopté la Déclaration de Kampala et la stratégie du CAADP pour la période 2026-2035 [40][41]. Ce nouveau cadre conserve comme instruments centraux l'intensification des intrants, les semences améliorées, les programmes de subventions, l'agro-industrialisation et l'investissement privé, malgré les maigres résultats enregistrés au cours de la période précédente. Elle repousse également d'une décennie supplémentaire les objectifs visant à éliminer la faim et à réduire de moitié la pauvreté, sans rendre véritablement compte des raisons pour lesquelles la stratégie précédente n'a pas permis de les atteindre. Le problème ne réside donc pas simplement dans le fait qu'une échéance ait été modifiée. Il tient au fait que le diagnostic sous-jacent et le modèle d'investissement restent largement inchangés.

L'objectif de financement présente les dépenses publiques comme une distraction. Expliquant pourquoi peu de pays respectent l'engagement de Maputo de consacrer 10 % des dépenses à l'agriculture, la stratégie affirme que cet objectif a détourné l'attention des mécanismes nécessaires pour réduire les risques du secteur et attirer les investissements privés [41]. S'ensuit un programme de réduction des risques : financement mixte, échanges de dette contre des mesures climatiques, obligations de la diaspora, mécanisme de financement agroalimentaire et conseil consultatif dirigé par le secteur privé [40][41]. Ce vocabulaire est celui d'AGRA 3.0 ; Ruhweza a salué ce même passage du financement par les donateurs à l'investissement [12].

La Déclaration de Kampala du CAADP ne mentionne ni l'agroécologie, ni la souveraineté alimentaire, ni les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs.

Le financement climatique est l'une des voies ainsi ouvertes, et le modèle s'y engage déjà : la BAD a indiqué que 54 % de ses approbations pour 2025, soit 5,9 milliards de dollars, relevaient du financement climatique [66], et le programme de post-récolte de l'AGRA est financé par des fonds d'adaptation du Fonds vert pour le climat [28]. La Banque mondiale présente sa propre expansion de la même manière, en mettant en avant les instruments de réduction des risques et le financement climatique comme sources de ressources, tout en soulignant que l'agriculture ne reçoit qu'environ 4 % du financement climatique à l'échelle mondiale [65]. Le discours sur la réduction des risques de Kampala, de l'AGRA et des deux plus grands programmes bancaires a convergé vers un vocabulaire commun.

Ces omissions révèlent les priorités du cadre. Kampala ne mentionne ni l'agroécologie, ni la souveraineté alimentaire, ni les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs [40]. Dans la Stratégie, l'agroécologie apparaît deux fois sous forme de mention annexe, la souveraineté alimentaire une fois en tant qu'aspiration, et les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs une fois, sans objectif ni institution responsable. L'agro-industrialisation, en revanche, figure en tête d'un objectif stratégique assorti d'engagements chiffrés [41]. La gouvernance suit le même schéma : le cadre crée un conseil consultatif dirigé par le secteur privé, mais aucun organe équivalent dirigé par les agriculteurs, tandis que ces derniers sont principalement considérés comme des « adopteurs » et la société civile comme des défenseurs de l' [40].

Million Belay, de l'AFSA, qui a participé au processus de rédaction de 2024, a indiqué que les propositions de la société civile concernant l'agroécologie et les systèmes de semences gérés par les agriculteurs avaient été rejetées [14].

L'élevage constitue la nouvelle frontière de ce modèle, financé selon les mêmes modalités. Le « Compact AgriConnect Sénégal » intègre l'élevage dans le même ensemble « céréales et horticulture » qui a défini l'agriculture axée sur les intrants ailleurs sur le continent [46], et le rôle plus large de la Banque mondiale dans les projets d'élevage africains est désormais suffisamment important pour justifier une analyse spécifique [37]. La même logique qui a conduit à la monoculture du maïs s'étend désormais aux animaux : des exploitations industrielles à forte intensité capitaliste qui supplantent les petits exploitants et les éleveurs traditionnels sur le marché et sapent leurs moyens de subsistance. Ces systèmes reposent sur l'alimentation des animaux à base de soja et de céréales, qui les transforment en viande, lait et œufs avec une efficacité bien inférieure à celle de la culture de ces mêmes produits destinés à la consommation humaine directe [83] ; or, les aliments pour animaux eux-mêmes sont cultivés dans les mêmes monocultures, dépendantes d'engrais et de pesticides de synthèse, dont la partie I a montré qu'elles dégradent les sols et épuisent les ressources en eau. L'entassement des animaux à une densité industrielle augmente également le risque d'émergence et de propagation de maladies [84], ce qui explique pourquoi ces exploitations recourent systématiquement à l'utilisation d'antimicrobiens dans l'alimentation et l'eau, une pratique que l'Organisation mondiale de la santé identifie comme un facteur de résistance aux antimicrobiens dans la chaîne alimentaire humaine [85].

Tout cela est difficilement conciliable avec la propre « Stratégie de l'Union africaine pour le bien-être animal en Afrique », qui engage le continent à jouer un rôle de premier plan dans les bonnes pratiques en matière de bien-être animal [86], un engagement auquel les systèmes industriels, caractérisés par l'enfermement, la surpopulation et les mutilations systématiques, vont directement à l'encontre.

L'AGRA est la seule organisation philanthropique mentionnée dans le plan. Elle apparaît à trois reprises en tant qu'entité de soutien aux côtés de la FAO, de la BAD et de la Banque mondiale [41]. Elle a cofinancé les données de l'indice du secteur des semences de l'UA et a coorganisé le sommet 2024 de l'UA sur les engrais et la santé des sols. Les organisations de la société civile souhaitant disposer d'un espace d'exposition lors du sommet ont dû verser les frais d'exposition de l'UA directement sur le compte bancaire de l'AGRA. Huit mois plus tard, l'AGRA figurait parmi les partenaires de mise en œuvre désignés dans une stratégie adoptée par les chefs d'État.

Le plan d'action contient néanmoins des éléments d'une alternative : engrais organiques et biofertilisants, systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, ressources génétiques autochtones, recherche et vulgarisation menées par les agriculteurs, écoles pratiques d'agriculteurs et programmes d'alimentation scolaire à base de produits locaux [41]. Il engage également les gouvernements à réorienter le soutien aux producteurs vers des résultats à plus forte valeur ajoutée [41]. Or, ces dispositions ne sont assorties ni d'objectifs, ni d'indicateurs, ni de lignes budgétaires. Les indicateurs sont en cours d'élaboration, et les États doivent intégrer la Déclaration dans leurs plans nationaux d'ici 2028 [3][40]. Ce qui sera mesuré et financé déterminera si ces engagements resteront marginaux ou deviendront opérationnels.



Une femme masai, parée de bijoux traditionnels en perles et vêtue d'une étoffe à motifs, se tient debout dans un village d'Afrique de l'Est.

Crédit photo : Jan Canty – Unsplash

Partie VI. Ce qui fonctionne

Une critique du modèle existant ne saurait être complète sans une alternative crédible. Cette partie applique les mêmes critères que ceux utilisés dans la partie I — études évaluées par des pairs, méta-analyses et évaluations institutionnelles — aux données disponibles concernant l'agriculture diversifiée, la fertilité biologique des sols, les systèmes agricoles globaux, la résilience climatique, l'entrepreneuriat, les semences gérées par les agriculteurs et la vulgarisation publique. Elle examine ensuite dans quelle mesure ces approches sont intégrées dans les politiques africaines, et si les moyens financiers existent pour les déployer à grande échelle.

1. Les données probantes plaident en faveur des systèmes agroécologiques diversifiés au-delà de la seule question du rendement.

Le Groupe d'experts de haut niveau du Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale constate que les approches agroécologiques peuvent renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition grâce à la diversité, à l'utilisation efficace des ressources, à la santé des sols, à la résilience et à une plus grande autonomie des producteurs [35]. Une synthèse de 2024 regroupant des revues scientifiques et des méta-analyses a révélé que les résultats en matière de sécurité alimentaire obtenus dans les systèmes agroécologiques étaient généralement comparables, voire parfois supérieurs, à ceux des alternatives conventionnelles, tout en présentant des avantages pour la santé des sols, la lutte contre les ravageurs et les services écosystémiques [34]. Une autre revue d'études menées dans des pays à faibles et moyens revenus a mis en évidence des résultats positifs en matière de sécurité alimentaire ou de nutrition dans 78 % des cas, tandis qu'une synthèse de 77 comparaisons portant sur des petits exploitants a révélé des rendements plus élevés dans 63 % des cas où les rendements étaient rapportés, ainsi que des améliorations de plusieurs indicateurs d'adaptation dans au moins 70 % des cas [36]. Ces résultats ne montrent pas que chaque pratique agroécologique surpasse chaque système conventionnel. Ils montrent que la diversification peut soutenir la production tout en améliorant la résilience, l'accessibilité financière et les fonctions écologiques dont dépend la production.

2. La fertilité biologique des sols réduit les coûts récurrents des intrants.

Des millions d'agriculteurs pratiquent déjà la culture intercalaire d'engrais verts et de cultures de couverture fixateurs d'azote. Ces plantes étouffent les mauvaises herbes, retiennent l'humidité, fournissent de la nourriture ou du fourrage et reconstituent la matière organique du sol ; les systèmes de culture du lablab en Afrique de l'Est ont considérablement augmenté les rendements de maïs sur les mêmes parcelles [52]. Les principaux intrants sont les semences, le savoir-faire et la main-d'œuvre, plutôt que les engrais importés.

Rien de tout cela n'est hypothétique. Les gouvernements africains, les organismes régionaux et les assemblées départementales ont élaboré, et parfois même mis en œuvre, l'alternative agroécologique ; ce qui fait obstacle entre la politique et la pratique, c'est l'argent et la volonté politique.

Partie VI. Ce qui fonctionne

Contrairement à une subvention récurrente, cet investissement renforce la fertilité au sein même de l'exploitation. Les biofertilisants produits localement s'inscrivent dans le même principe. Au sein du réseau « Healthy Soil Healthy Food » de l'AFSA, des milliers d'agriculteurs fabriquent du bokashi, des engrais liquides fermentés, du compost et des inoculants microbiens à partir de fumier, de résidus de culture, de déchets organiques et de micro-organismes cultivés localement. Ces intrants reconstituent la matière organique et la structure du sol, stimulent l'activité biologique et améliorent le cycle des nutriments, tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des engrais synthétiques achetés. Les agriculteurs font état d'une amélioration de la vie du sol, de la rétention d'humidité et du rendement des cultures, l'adoption de ces pratiques étant la plus forte là où les ingrédients sont disponibles localement et où les résultats sont visibles. Les données probantes proviennent principalement d'essais menés par les agriculteurs, d'analyses de sol et d'expériences de terrain documentées [54].

Ensemble, les engrais verts et les biofertilisants fabriqués localement permettent de réorienter les investissements, non plus vers l'achat répété de nutriments, mais vers la reconstitution des processus biologiques qui rendent les nutriments disponibles au sein même de l'exploitation.

3. L'intégration de l'élevage fait partie intégrante de cette alternative, et non pas une lacune de celle-ci.

La partie V décrit l'arrivée de l'élevage comme la nouvelle frontière de ce modèle. L'alternative à la production animale industrielle n'est pas un système alimentaire sans animaux ; il s'agit d'un élevage intégré dans les systèmes diversifiés décrits tout au long de cette partie, plutôt que séparé en unités industrielles. Le fumier des animaux d'élevage est l'un des principaux intrants à l'origine de la fertilité biologique des sols décrite ci-dessus, bouclant ainsi un cycle nutritif que les engrais synthétiques ne peuvent reproduire, tandis que les animaux sont quant à eux nourris avec des résidus de culture, de l'herbe et des produits agroécologiques tels que les cultures de couverture et les cultures intercalaires, plutôt qu'avec des céréales qui pourraient nourrir directement les populations [83]. Les systèmes d'élevage familiaux fondés sur des races locales sont moins coûteux à gérer que la volaille hybride importée, de plus en plus promue à travers le continent, et présentent un risque sanitaire moindre que les exploitations confinées à haute densité qui concentrent le risque d'émergence d'agents pathogènes et favorisent l'utilisation systématique d'antimicrobiens [84][85]. La stratégie de l'Union africaine en matière de bien-être animal pour l'Afrique engage le continent à jouer un rôle de premier plan dans les bonnes pratiques en matière de bien-être animal [86] ; l'élevage intégré, basé sur le pâturage, est conforme à cet engagement, contrairement à l'élevage en cage ou en box.

4. L'alternative réside dans un système agricole global, vivant et diversifié.

Les biofertilisants, les engrais verts et le compost donnent les meilleurs résultats non pas en tant que substituts isolés à des intrants, mais en tant qu'éléments de systèmes agricoles diversifiés intégrant les cultures, les arbres, le bétail, ainsi que la gestion de l'eau et des sols. Les membres de l'AFSA et de la Coalition pour l'agroécologie montrent comment cela fonctionne dans la pratique. Ces publications s'appuient largement sur le suivi de projets et les témoignages d'agriculteurs plutôt que sur des essais contrôlés ; elles sont donc utilisées ici à titre d'illustration, et non comme des preuves indépendantes. Leur point commun est l'intégration : les arbres, l'eau, les cultures, le bétail, la restauration des sols et les marchés locaux sont considérés comme un système unique plutôt que comme des ensembles d'intrants distincts.

Au Kenya, un projet PELUM impliquant 2 700 ménages cultivant du thé et du café a combiné des intrants produits à la ferme, du bétail, l'agroforesterie et des cultures vivrières ; une enquête de fin de projet menée auprès de 150 ménages a fait état d'une amélioration des revenus pour 73 % d'entre eux, et quatre administrations de comté ont adopté des politiques d'agroécologie [67]. Dans le nord de la Tanzanie, un projet touchant près de 1 500 agriculteurs (dont plus de 70 % de femmes) a permis de restaurer 220 hectares, de planter plus de 100 000 arbres et de contribuer à la stratégie nationale d'agriculture biologique à l'horizon 2023 [68]. D'autres cas d'AFSA font état de gains en termes de revenus, de sécurité alimentaire, de résilience et d'entrepreneuriat [56][57]. Ces résultats sont en partie déclarés par les intéressés eux-mêmes, mais ils montrent que des systèmes diversifiés sont déjà mis en œuvre à une échelle significative.

5. La diversification renforce la résilience face aux chocs climatiques.

Les exploitations agroécologiques répartissent les risques entre les cultures, le bétail et les arbres, au lieu de dépendre d'une seule culture et d'un ensemble restreint d'intrants achetés. La diversité des semences adaptées aux conditions locales, les couvre-sols, la matière organique et l'agroforesterie améliorent la rétention d'eau, protègent les sols et offrent aux agriculteurs davantage d'options en cas de précipitations insuffisantes, d'infestation de ravageurs ou de défaillance des marchés. La résilience est également sociale : après le cyclone Idai au Zimbabwe, des réseaux d'agriculteurs ont échangé des semences locales et des savoir-faire pour relancer la production.

L'agroécologie ne peut pas éliminer les chocs climatiques, mais elle peut réduire la dépendance vis-à-vis des marchés volatils des intrants et renforcer la capacité des agriculteurs à y résister, à s'y adapter et à s'en remettre. Cet argument en faveur de la résilience trouve son pendant dans les données écologiques : le rétrécissement des systèmes de culture, documenté dans la première partie, est lui-même un facteur de perte de biodiversité, que des évaluations indépendantes classent désormais au même rang que le changement climatique en tant que menace directe pour la production alimentaire future [83].

6. L'agroécologie génère des entreprises et des marchés qui conservent la valeur au niveau local.

La documentation de l'AFSA portant sur quinze entreprises africaines montre que des agriculteurs et des entrepreneurs développent des activités autour des biofertilisants, des céréales indigènes, du miel, des produits à base de plantes, des produits biologiques, de l'élevage et des aliments à valeur ajoutée. Ils transforment et commercialisent leurs produits sous une marque, ont recours au marketing numérique, recyclent les déchets agricoles et créent des marchés territoriaux qui relient plus directement les producteurs aux consommateurs. Ce faisant, ils créent une demande pour des aliments indigènes et agroécologiques plutôt que de se contenter d'approvisionner des marchés déjà établis.

Des cas individuels démontrent un réel potentiel commercial : une entreprise rwandaise d'élevage et de production d'engrais en circuit fermé a multiplié par cinq son chiffre d'affaires en deux ans et employait plus de vingt personnes, tandis qu'une entreprise ougandaise d'engrais biologiques a fait passer sa production de 500 à 4 000 litres entre 2023 et 2025, générant un chiffre d'affaires brut pouvant atteindre 48 millions d'UGX [55].

Les obstacles communs à ces exemples – manque de financement, certification coûteuse, insuffisance des machines et des infrastructures de transformation, concurrence bon marché des produits conventionnels et faible soutien du marché – montrent que les entreprises agroécologiques ne manquent pas tant d'initiative que du soutien institutionnel habituellement accordé à l'agriculture industrielle.

7. Les systèmes de semences gérés par les agriculteurs protègent la diversité et réduisent les coûts

Les systèmes de semences gérés par les agriculteurs fournissent la majeure partie de ce que les petits exploitants africains plantent, généralement à un coût bien inférieur à celui des chaînes commerciales de semences. Les lois accordant des droits exclusifs aux obtenteurs, notamment l'adhésion de la Tanzanie à l'UPOV en 2015, peuvent restreindre la conservation et l'échange dont dépendent ces systèmes [15].

Les études CROPS4HD menées par l'AFSA dans cinq districts de Tanzanie montrent que les agriculteurs conservent leurs propres variétés : à Karatu seulement, on recense plus de cinquante variétés locales de haricots et quinze de maïs réparties dans huit banques de semences communautaires, avec 856 agriculteurs formés et 2,3 tonnes de semences échangées dans le cadre d'un seul projet [69]. Une étude de Kilimo Endelevu a révélé que 97 % des variétés locales de maïs évaluées étaient plus résistantes aux ravageurs et 85 % tolérantes à la sécheresse, tandis qu'une analyse de 2021 a montré que le maïs local était plusieurs fois plus riche en fer, en zinc et en bêta-carotène qu'une variété améliorée de référence [69]. La loi va à l'encontre de cette tendance : la loi sur les semences de 2003 ne reconnaît pas les semences non certifiées, qui représentent plus de 70 % de ce que plantent les agriculteurs familiaux, et classe les variétés des agriculteurs dans la catégorie des céréales, de sorte que leur vente est menacée de criminalisation [69]. Même un fonctionnaire en poste au ministère a admis en 2022 que la promotion des variétés à haut rendement poussait le riz local, très prisé, vers l'extinction [69].

Le Niger va dans le même sens : à Dosso, les agriculteurs pratiquant sept cultures différentes préfèrent conserver leurs variétés locales plutôt que les semences améliorées promues par la politique nationale, souvent à un prix de marché plus élevé, tandis que la note d'orientation de l'AFSA de 2023 fait état d'une politique semencière axée sur les variétés améliorées qui restreint les échanges [70][71]. Des journalistes en reportage dans quatorze pays ont constaté la même tendance à travers le continent, des banques de semences communautaires en Éthiopie aux 80 % de semences conservées par les agriculteurs en Côte d'Ivoire [58].

8. La vulgarisation agricole publique et celle menée par les agriculteurs constituent le système de diffusion.

Au Kenya, le service public compte environ un agent pour 1 175 ménages agricoles, un ratio qui n'a pratiquement pas évolué pendant la période couverte par l'AGRA, tandis que les 33 000 conseillers villageois de l'AGRA constituent un réseau privé lié au commerce des intrants et ne sont pas pris en compte dans ce décompte [51][33]. Les conclusions de Mathematica concernant l'Éthiopie sont révélatrices : c'est en passant par le système public que l'AGRA a obtenu ses meilleurs résultats en termes de rendement [1]. Les écoles pratiques d'agriculteurs renforcent ces capacités publiques et font déjà l'objet d'un engagement dans le plan d'action, sans toutefois que des objectifs ni des financements ne leur soient attribués [41].

9. L'agroécologie passe de la pratique à la politique.

Des cadres continentaux jusqu'aux assemblées de comté, l'agroécologie a intégré la politique agricole officielle de l'Afrique au cours des six dernières années, et dans quelques endroits, elle a désormais force de loi.

Au niveau continental, l'agroécologie est mentionnée dans la Stratégie et le Plan d'action 2026–2035 du CAADP, le cadre technique adopté lors du Sommet de l'Union africaine à Kampala en janvier 2025. La stratégie inclut l'adaptation fondée sur l'agroécologie parmi ses mesures de résilience et intègre les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs ainsi que les semences autochtones résilientes au climat dans son objectif de production [41]. Ces références sont modestes, compte tenu d'un cadre principalement axé sur les systèmes d'intrants, la biotechnologie et le commerce, mais l'agroécologie est désormais mentionnée dans la stratégie agricole centrale du continent.

La tendance la plus marquée est d'ordre régional. Depuis 2018, la CEDEAO met en œuvre un programme d'agroécologie par l'intermédiaire de son Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation, financé par l'Agence française de développement et l'Union européenne à hauteur d'environ dix-sept millions d'euros et couvrant désormais l'ensemble des quinze États membres [73]. L'Afrique de l'Est est allée jusqu'à élaborer un projet de loi : l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est a reconnu l'agroécologie comme une priorité stratégique en novembre 2024, a exhorté les États membres à la promouvoir en juillet 2025, et examine actuellement le projet de loi sur l'agroécologie de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) de 2026, destiné à doter l'agriculture agroécologique d'une base juridique commune à l'ensemble du bloc [74]. L'AFSA fait partie de la coalition à l'origine de ce projet de loi [75].

Au niveau national, on observe une vague de stratégies. Le Kenya a lancé en novembre 2024 sa Stratégie nationale d'agroécologie pour la transformation du système alimentaire (2024–2033), dotée d'un budget estimé à 26,8 milliards de shillings [76]. La Tanzanie a adopté sa Stratégie nationale d'agriculture biologique et écologique (2023–2030) un an plus tôt ; ce document va plus loin sur le fond, en proposant une protection réglementaire pour les semences gérées par les agriculteurs, un soutien aux intrants biologiques produits localement, une certification par les pairs en lieu et place de systèmes coûteux impliquant des tiers, ainsi qu'une obligation d'utiliser des produits écologiques dans les cantines publiques [77].

Début 2026, des stratégies ou lois nationales en matière d'agroécologie avaient été adoptées au Bénin, au Burkina Faso, en Éthiopie, au Kenya, en Tanzanie et en Tunisie, tandis que le Malawi, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe élaboraient les leurs [78].

C'est au niveau infranational que les engagements sont les plus fermes. Le comté de Murang'a, au Kenya, a promulgué en 2022 la loi sur le développement de l'agroécologie du comté de Murang'a, accompagnée d'une politique décennale, devenant ainsi le premier comté du Kenya à conférer à l'agroécologie force de loi [79]. Vihiga et Makueni ont depuis adopté des politiques de comté en matière d'agroécologie, et plusieurs autres comtés, parmi lesquels Nakuru, West Pokot et Kiambu, ont élaboré des cadres, tandis que d'autres sont en train de rédiger les leurs [80]. Une grande partie de ce travail a été menée par des organisations d'agriculteurs et la société civile, bien que les consultations à l'origine de la politique de Vihiga aient été facilitées en partie par la Food and Land Use Coalition en collaboration avec l'AGRA [81].

Le fossé entre l'adoption et la mise en œuvre reste le véritable bémol. Les analystes qui suivent la stratégie du Kenya notent que, malgré le nombre croissant de politiques, les preuves de leur efficacité sur le terrain restent maigres, et les réseaux d'agriculteurs avertissent que les comtés doivent passer de la rédaction des politiques à leur financement et à leur mise en œuvre [82]. Les cadres existent désormais, de la stratégie du CAADP jusqu'à la loi sur les comtés ; la tâche de la décennie à venir consiste à les doter de ressources et à les mettre en œuvre.

10. Les moyens financiers sont déjà disponibles.

Les gouvernements consacrent des sommes considérables à des subventions que les propres notes de l'AGRA qualifient de non viables [16]. La BAD a mobilisé des dizaines de milliards, la Banque mondiale prévoit 9 milliards de dollars par an, et les fonds pour le climat ainsi que les bailleurs de fonds bilatéraux y ajoutent des centaines de millions supplémentaires. Le problème n'est pas l'absence de financement, mais son allocation. La stratégie du CAADP engage déjà les États à réorienter le soutien aux producteurs vers des résultats à plus forte valeur ajoutée [41]. La partie VII donne à cet engagement des objectifs mesurables.

Rien de tout cela n'est hypothétique. Les gouvernements africains, les organismes régionaux et les assemblées départementales ont élaboré, et parfois même adopté, l'alternative agroécologique ; ce qui sépare la politique de la pratique, c'est l'argent et la volonté politique. Les demandes qui suivent s'adressent aux institutions disposant des moyens de combler ce fossé.



Une rangée de femmes travaille de concert dans une rizière inondée pour planter de jeunes pousses de riz vertes.

Crédit photo : Deepak Kumar – Unsplash

Partie VII. Ce qui doit changer

La proposition ne consiste pas simplement à dépenser davantage, mais à dépenser différemment et à publier les résultats.

Le présent rapport s'adresse à sept institutions qui financent et façonnent l'agriculture africaine. Il formule une demande à chacune d'entre elles : réorienter une part définie et croissante des engagements existants vers les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, la recherche et la vulgarisation publiques, ainsi que l'agriculture diversifiée et à faibles intrants. La proposition ne consiste pas simplement à dépenser davantage, mais à dépenser différemment et à publier les résultats. Il est urgent d'agir : l'accord de Kampala est entré en vigueur le 1er janvier 2026, les plans nationaux doivent être présentés d'ici 2028, et le premier rapport d'évaluation sera publié cette année-là.

Les gouvernements africains

Les gouvernements sont les principaux bailleurs de fonds, dépensant de l'ordre d'un milliard de dollars par an dans les pays cibles pour des subventions que les propres notes de l'AGRA qualifient de fiscalement non viables et de fardeau pour la recherche et la vulgarisation [16][31]. Ce déséquilibre est avéré : le programme de la Zambie a absorbé 72 à 75 % du budget agricole national [64]. La stratégie du PDDAA engage déjà les États à réorienter le soutien aux producteurs vers des résultats à plus forte valeur ajoutée [41] ; il s'agit désormais de chiffrer cet engagement. Lorsqu'ils intégreront les engagements de Kampala dans leurs plans nationaux d'ici 2028, les gouvernements devraient prévoir de réaffecter une part croissante des budgets de subventions existants aux systèmes de semences paysannes, à la vulgarisation publique et à l'agroécologie, soit au moins 10 % d'ici 2028, 25 % d'ici 2030 et un tiers d'ici 2035, le tout suivi par un nouvel indicateur du CAADP. Cela permet de rétablir l'équilibre qu'une ligne budgétaire a faussé ; cela ne met pas fin au soutien aux intrants.

La Fondation Gates

La Fondation Gates a ajouté 200 millions de dollars à la stratégie actuelle de l'AGRA après qu'une évaluation qu'elle a cofinancée a révélé que les objectifs principaux n'avaient pas été atteints, et elle occupe deux sièges au conseil d'administration [9]. Elle devrait subordonner la poursuite de son financement agricole à une évaluation indépendante des résultats et utiliser sa position au sein du conseil d'administration pour rendre publiques les données de suivi que l'AGRA retient depuis 2020.

L'Allemagne

L'Allemagne a réduit son soutien bilatéral à l'AGRA et s'est déjà engagée dans une voie alternative : elle a rejoint la Coalition pour l'agroécologie en 2023 et a augmenté ses engagements en faveur de l'agroécologie d'environ 800 millions d'euros depuis 2014 [26][72]. Alors qu'elle rationalise un budget en baisse, elle devrait préserver ces engagements, réorienter vers l'agroécologie et la vulgarisation publique dans ces mêmes pays les aides qui soutenaient auparavant le modèle des intrants, et faire valoir son scepticisme fondé sur des données factuelles auprès du Fonds vert pour le climat et des banques de développement.



La Fondation Mastercard

Le programme de la Fondation en faveur de la jeunesse, doté de 350 millions de dollars, repose sur des objectifs de genre et d'inclusion [27] qui sont en contradiction avec les propres conclusions de l'AGRA, selon lesquelles ses bénéficiaires ont principalement profité à des agriculteurs plus jeunes, de sexe masculin et plus aisés [1]. Elle devrait consacrer une part définie à des approches dont l'efficacité auprès des femmes et des plus démunis est avérée, et commander une évaluation indépendante des bénéficiaires.

Le Fonds vert pour le climat

Le programme RE-GAIN du Fonds, doté de 105 millions de dollars, considère la réduction des pertes post-récolte comme une mesure d'adaptation [28]. À mesure que les financements bilatéraux destinés au modèle basé sur les intrants diminuent, le financement climatique devient un canal de plus en plus important. Le Fonds devrait appliquer des critères d'adaptation clairs aux programmes agricoles, donner la priorité aux systèmes diversifiés et agroécologiques, et empêcher que des projets à forte intensité d'intrants ne se voient attribuer le label « adaptation » sans preuve de bénéfices en matière de résilience.

La Banque africaine de développement

La Banque a mobilisé des dizaines de milliards en faveur de programmes axés sur les intrants et la productivité [18][19] et a déclaré que 54 % de ses approbations pour 2025 (5,9 milliards de dollars) relevaient du financement climatique [66]. Elle devrait indiquer quelle part de ces financements soutient une agriculture à forte intensité d'intrants, réorienter une part croissante vers des systèmes diversifiés, agroécologiques et à faibles intrants, appliquer des critères d'adaptation rigoureux et publier des indicateurs de résultats pour les prêts agricoles.

Le Groupe de la Banque mondiale

La Banque s'est engagée à doubler ses propres engagements en faveur de l'agroalimentaire et du financement agricole pour atteindre 9 milliards de dollars par an d'ici 2030, auxquels s'ajouteront 5 milliards de dollars mobilisés auprès du secteur privé, par le biais d'AgriConnect [37][65]. Elle devrait consacrer une part définie et croissante à des systèmes agroécologiques et diversifiés plutôt qu'à la voie des intrants, et publier des indicateurs de résultats permettant une évaluation indépendante de ce qu'elle apporte aux petits exploitants.

La proposition ne consiste pas simplement à dépenser davantage, mais à dépenser différemment et à publier les résultats.

Conclusion

Vingt ans, c'est suffisamment long pour juger le modèle de la Révolution verte à l'aune de ses résultats.

Dans les treize pays cibles de l'AGRA, l'utilisation d'engrais a plus que doublé et la superficie des terres cultivées a augmenté de 46 %. Les gouvernements africains ont consacré des milliards de dollars à des subventions pour les intrants, tandis que des fondations et des agences de développement ont financé les systèmes semenciers, les réseaux de distributeurs agricoles, les réformes politiques et les investissements privés.

Pourtant, la croissance des rendements des cultures de base ne s'est pas accélérée. Elle a été légèrement plus lente qu'au cours des douze années précédant l'AGRA. La croissance de la production a reposé en grande partie sur la mise en culture de nouvelles terres. Le millet et le sorgho ont perdu une part importante de la superficie cultivée. Le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de 58 %, un chiffre presque équivalent à l'augmentation observée dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Ces conclusions ne signifient pas que chaque variété de semence améliorée, chaque application d'engrais ou chaque programme individuel ait échoué. Elles ne signifient pas non plus qu'il faille priver les agriculteurs d'intrants utiles. Elles montrent simplement que l'intensification fondée sur les intrants, considérée comme le modèle organisateur de la transformation agricole africaine, n'a pas permis d'améliorer la productivité, la résilience ou la sécurité alimentaire.

Les objectifs fondateurs non atteints de l'AGRA constituent un indicateur de cet échec, mais pas le seul. Même au regard des attentes élémentaires d'une stratégie de développement dotée de moyens financiers importants – croissance plus rapide des rendements, utilisation plus efficace des terres, amélioration de l'alimentation et réduction de la faim –, le bilan est médiocre.

Néanmoins, cette approche est prolongée jusqu'en 2035 par le biais du cadre du CAADP de Kampala, des programmes nationaux de subventions et des financements des banques de développement. Rien ne justifie objectivement de poursuivre pendant une décennie supplémentaire les mêmes priorités à plus grande échelle.

L'alternative ne consiste pas à abandonner le soutien public aux agriculteurs. Elle consiste à réorienter ce soutien : vers des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, une production diversifiée, la fertilité biologique des sols, des services de vulgarisation menés par les pouvoirs publics et les agriculteurs, ainsi que des approches agroécologiques qui réduisent la dépendance vis-à-vis des intrants importés.

L'Afrique ne manque pas de financements agricoles. La question est de savoir si la prochaine décennie continuera à financer un modèle qui n'a pas réussi à transformer l'agriculture ni à réduire la faim, ou si elle investira dans des approches qui contribuent déjà à régénérer les sols, à renforcer la résilience et à améliorer l'autonomie des agriculteurs.

Les preuves sont là. Les dix prochaines années ne doivent pas être une répétition des vingt dernières.

Références

1. Mathematica (2021), Partnership for Inclusive Agricultural Transformation in Africa: Final Evaluation, Volume I. Commissioned by the PIATA partners; released by AGRA, 28 February 2022. https://usrtk.org/wp-content/uploads/2022/03/PIATA_Evaluation_AGRA.pdf
2. Wise, T. (2020), “Failing Africa’s Farmers: An Impact Assessment of the Alliance for a Green Revolution in Africa,” Tufts University Global Development and Environment Institute, Working Paper 20-01. <https://sites.tufts.edu/gdae/>
3. Tefera, W., Makombe, T., Guthiga, P., and Collins, J. (2025), “Tracking Key CAADP Indicators and Implementation Processes,” Chapter 18 in the ReSAKSS Annual Trends and Outlook Report. <https://www.resakss.org/>
4. Karas, T. (2025), “Beyond the Green Revolution: How AGRA evolved under Agnes Kalibata,” Devex, 26 February 2025. <https://www.devex.com/news/beyond-the-green-revolution-how-agra-evolved-under-agnes-kalibata-109499>
5. AGRA Forms 990 for fiscal years 2021–2024 (EIN 98-0513530), retrieved from ProPublica Nonprofit Explorer. Figures extracted directly from the filings and cross-checked between consecutive years. <https://projects.propublica.org/nonprofits/organizations/980513530>
6. World Bank, African Development Bank and AGRA (2021), Design and Delivery Mechanisms of E-Voucher Schemes in Agriculture in Sub-Saharan Africa.
7. Mkindi, Abdallah Ramadhani, et al. *False Promises: The Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA)*. Rosa Luxemburg Stiftung, Biba, Bread for the World, FIAN Germany, Forum on Environment and Development, INKOTA-netzwerk, IRPAD, PELUM Zambia, Tabio, and TOAM, July 2020. *Rosa Luxemburg Stiftung*, www.rosalux.de/en/publication/id/42635/false-promises-the-alliance-for-a-green-revolution-in-africa-agra.
8. AGRA (2022), Independent Evaluation Management Response, February 2022. https://usrtk.org/wp-content/uploads/2022/03/AGRA-management-response-to-Mathematica-Evaluation_2.pdf
9. Wise, T. (2022), “AGRA Retreats from its Own ‘Green Revolution’,” Food Tank / IATP, 26 October 2022. <https://foodtank.com/news/2022/10/agra-retreats-from-its-own-green-revolution/>
10. Pitt, D. / Associated Press (2022), “Gates-funded ‘green revolution’ in Africa has failed, critics say,” 8 September 2022. <https://apnews.com/>
11. Alliance for Food Sovereignty in Africa (2022), statement of 25 October 2022, reported by Nyirongo, M., 31 October 2022. <https://www.afsafrica.org/>
12. Alice Ruhweza, president of AGRA, interviewed by Jesse Era Magako on “The Food Chain” at the West Africa Rice Investment Roundtable, Accra, 9 June 2026.
13. Mersie, A. (2025), “Alice Ruhweza’s vision for AGRA and African agriculture,” Devex, 13 August 2025; AGRA appointment announcement, 10 January 2025; Ruhweza keynote at AFSF Dakar, 31 August 2025. <https://www.devex.com/>

-
14. AFSA (2024), Challenging the Green Revolution. <https://afsafrica.org/wp-content/uploads/2025/09/challenging-the-green-revolution-en-final.pdf>
 15. AGRA (2019), “Seed legislation: Nigeria takes steps to secure the legacy of plant breeders”; AGRA (2019), “Nigeria enacts a fertiliser control law, and AGRA is proud for being part of the process.” <https://agra.org/>
 16. AGRA (2024), Fertilizer Subsidy Programme Policy Briefs #1–#4, June 2024 (Scale and Impacts; Strategic Priorities; Design and Delivery; Policy and Regulatory Frameworks), covering 11 AGRA focus countries. <https://agra.org/>
 17. Jayne, T.S., Mason, N., Burke, W., Ariga, J. (2017), “Agricultural Input Subsidy Programs in Africa: A Review of Recent Evidence,” Michigan State University.
 18. African Development Bank (2022–2025), TAAT programme press releases and Annual Meetings 2025 briefing. <https://www.afdb.org/>
 19. African Development Bank (2022–2023), African Emergency Food Production Facility approvals and project appraisal reports. <https://www.afdb.org/>
 20. Zambia Ministry of Agriculture, FISP 2024/25 e-voucher documentation; World Bank (2026), FISP 2024–2025 Season E-Voucher Rollout Review. <https://www.worldbank.org/>
 21. Reporting on the Malawi Affordable Inputs Programme (2024–2025): Times Malawi; ActionAid Malawi 2023/24 Agriculture Sector Budget Analysis; World Bank Malawi Agriculture Public Expenditure Review. <https://times.mw/>
 22. GRAIN (2024), “The AfDB strategy to agro-industrialise Africa.” <https://grain.org/en/article/7016-the-afdb-strategy-to-agro-industrialise-africa>
 23. African Development Bank (2020–2024), AFFM–OCP Africa announcements; industry reporting on OCP blending plants in Ghana and Rwanda. <https://www.afdb.org/>
 24. Sustain Africa (2024), De-risking Fertilizer Financing, Final Report (Dalberg). <https://sustainafrica-initiative.org/>
 25. Devex and Oxfam America (2025), reporting on the USAID programme terminations under Executive Order 14169, March–April 2025. <https://www.devex.com/>
 26. Rosa-Luxemburg-Stiftung (2024), “The German Government’s Devastating Cuts to Foreign Aid.” <https://www.rosalux.de/>
 27. Mastercard Foundation (2023), Youth Entrepreneurship for the Future of Food and Agriculture (YEFFA) programme announcement, September 2023. <https://mastercardfdn.org/>
 28. Green Climate Fund (2023), “Re-Gain: GCF and AGRA partner to transform Africa’s food systems,” December 2023. <https://www.greenclimate.fund/about/news-and-updates/re-gain-green-climate-fund-and-agra-partner-transform-africas-food-systems>
 29. AGRA (2022), Sustainably Growing Africa’s Food Systems: AGRA Strategy 2023–2027. <https://agra.org/>
 30. Bureau of Investigative Journalism (2026), reporting on Portland Communications / Web3 Consulting Wikipedia editing; <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2026-01-14/london-pr-firm-rewrites-wikipedia-for-governments-and-billionaires>
 31. Estimate of African government FISP spending (~USD 1bn/yr across AGRA focus countries) synthesised from Wise (2020), World Bank (2021) Zambia FISP note, and Michigan State University (Jayne, Mason et al.) studies.
 32. Wise, T. (2026), “Requiem for Africa’s Green Revolution: An updated assessment of a failing

33. AGRA (2022), Life of Strategy Report 2017–2021: Progress Toward Inclusive Agricultural Transformation in Africa. <https://agra.org/>
34. Romero Antonio, M.E., Faye, A., Betancur-Corredor, B., Baumüller, H., and von Braun, J. (2024), “Productivity effects of agroecological practices in Africa: insights from a systematic review and meta-analysis,” *Food Security* 17(1), pp. 207–229. DOI: 10.1007/s12571-024-01504-6.
35. HLPE (2019), *Agroecological and Other Innovative Approaches for Sustainable Agriculture and Food Systems*, High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition, FAO, Rome; IPES-Food (2016), *From Uniformity to Diversity*; Pretty, J., et al. (2006, 2011), studies of resource-conserving agriculture across developing-country farms.
36. Smaldone, N., Kansanga, M., and Ledermann, S. (2025), “Over a decade into the New Green Revolution for Africa: a systematic review of key outcomes,” *African Geographical Review*, published online 18 September 2025. DOI: 10.1080/19376812.2025.2563335.
37. Park, A. and Howard, P.H. (2026), *The Bank Takes the Lead? Making Sense of the World Bank Group’s Role Supporting Livestock Projects in the Green Revolution in Africa*, IATP and AFSA, June 2026.
38. Community Technology Development Trust (2025), *An Assessment of the Farmer Input Support Programme (FISP) in Relation to Traditional and Conventional Farming Systems: A Comparative Study in Rufunsa, Shibuyunji, Chirundu, and Chikankata Districts*, Cultivating Change project.
39. Kansanga, M., Antabe, R., Sano, Y., Mason-Renton, S., and Luginaah, I. (2019), “A feminist political ecology of agricultural mechanization and evolving gendered on-farm labour dynamics in northern Ghana,” *Gender, Technology and Development* 23(3), pp. 207–233; Kansanga, M., Mkandawire, P., Kuire, V., and Luginaah, I. (2020), “Agricultural mechanization, environmental degradation, and gendered livelihood implications in Northern Ghana,” *Land Degradation and Development* 31(11), pp. 1422–1440; Moseley, W.G. and Ouedraogo, M. (2022), “When agronomy flirts with markets, gender, and nutrition: A political ecology of the new green revolution for Africa and women’s food security in Burkina Faso,” *African Studies Review* 65(1), pp. 41–65.
40. African Union (2025), *Kampala CAADP Declaration on Building Resilient and Sustainable Agrifood Systems in Africa*, Extraordinary AU Summit on the Post-Malabo CAADP Agenda, Kampala, 9–11 January 2025. Assembly document Ext./Assembly/Decl./3(XIX).
41. African Union, CAADP and AUDA-NEPAD (2025), *CAADP Strategy and Action Plan: 2026–2035 (Building Resilient and Sustainable Agrifood Systems in Africa)*, 11 January 2025. Assembly document Ext./Assembly/2(XIX).
42. African Development Bank (2016), *Feed Africa: Strategy for Agricultural Transformation in Africa 2016–2025*; and *Dakar 2 Summit country food and agriculture delivery compacts*, January 2023.
43. Republic of Senegal (2004), *Loi n° 2004-16 du 4 juin 2004 portant loi d’orientation agro-sylvo-pastorale (LOASP)*, adopted 25 May 2004, promulgated 4 June 2004.
44. DyTAES (2020), *Contribution aux politiques nationales pour une transition agroécologique au Sénégal*; CIRAD and FAO reporting on the DyTAES process and caravans, 2020–2025; and “The agroecological transition in Senegal: transnational links and uneven empowerment,” *Agriculture and Human Values* (2021), DOI: 10.1007/s10460-021-10247-5.

45. USDA Foreign Agricultural Service (2020), Senegal: 2020/21 Agricultural Program; and AGRODEP (2016), Fertilizer Subsidy and Agricultural Productivity in Senegal, working paper.
46. World Bank Group (2026), "Senegal Launches AgriConnect Compact to Transform its Agriculture Sector," press release, 10 February 2026.
47. Reporting on the Agropole Centre, inaugurated December 2025 (co-financed by the AfDB, the Islamic Development Bank and Enabel); and UNCTAD food import data for Senegal, 2021–2023.
48. GRAIN (2014), "How does the Gates Foundation spend its money to feed the world?"; and Bill & Melinda Gates Foundation (2008), "\$306 Million Commitment to Agricultural Development," press release, 25 January 2008.
49. U.S. Right to Know (2021), reporting on AFSA's donor letter and United States government funding of AGRA since 2006.
50. IKEA Foundation grants database: "Africa Food System Forum 2025–2026" (granted January 2025) and "Strengthening Regenerative Agriculture in Kenya (STRAK)".
51. The African Seed Access Index (TASAI), country reports for the AGRA focus countries, 2021–2022 editions.
52. Bunch, R. (2019), *Restoring the Soil: A Guide for Using Green Manure / Cover Crops*, Second Edition (ECHO). <https://www.echocommunity.org/resources/aba0ef91-ccaa-4f06-8ca7-e9518288345e>
53. African Union Commission and AUDA-NEPAD (2026), *The Fifth CAADP Biennial Review Report: Biennial Report to the AU Assembly on Implementing the June 2014 CAADP Malabo Declaration*, February 2026. <https://au.int/sites/default/files/English%20-%20The%205th%20CAADP%20Biennial%20Review%20Report.pdf>
54. Alliance for Food Sovereignty in Africa, *Healthy Soil, Healthy Food, Healthy Communities: Rebuilding Africa's food systems from the ground up* (Kampala: AFSA, 2026). https://afsafira.org/wp-content/uploads/2026/06/EN_AFSA_Healthy-Soil-Healthy-Food-Healthy-Communities-25May26-_English_screen.pdf
55. Alliance for Food Sovereignty in Africa, *A Quiet Revolution Reshaping Food Systems: Stories of African Agroecological Entrepreneurship and Territorial Markets* (AFSA, 2025). <https://afsafira.org/wp-content/uploads/2026/01/stories-of-african-agroecological-entrepreneurship-and-territorial-markets-2.pdf>
56. Alliance for Food Sovereignty in Africa, *Agroecology as a Climate Adaptation Approach: Stories of Change* (AFSA, 2023).
57. Alliance for Food Sovereignty in Africa, *Agroecology: Our Land Is Our Life* (AFSA, 2021).
58. Alliance for Food Sovereignty in Africa, *Stories of Seed Activism: Journalists from 14 Countries Reporting Peoples' Solutions to Corporate Control of Africa's Life* (AFSA, 2021). <https://afsafira.org/wp-content/uploads/2021/09/seed-stories-final-print-en.pdf>
59. DyTAES, *Dynamique pour une Transition AgroEcologique au Sénégal*, <https://dytaes.sn>
60. CIRAD press release on agroecology and public policy in Senegal, 2020. Supports the consultations, the recommendations and the territorial transition plans with municipalities.
61. UNCTAD profile of Senegal's agricultural sector.

-
62. Zingore, S., et al 2023. The Implication of Soil Acidity and Management Options for Sustainable Crop Production in Africa, *Growing Africa* 2(1), 32–38. <https://growingafrica.pub/wp-content/uploads/2023/08/Zingore-et-al-GA123.pdf>
63. FAO, The State of Food Security and Nutrition in the World (SOFI), on the rural and food-producer share of the undernourished.
64. Tracking Input Subsidies in Zambia, draft report (CTDT / civil-society field research, 2025). Documents the Farmer Input Support Programme absorbing 72–75 per cent of the national agricultural budget.
65. World Bank Group (2025), AgriConnect: Farms, Firms and Finance for Jobs (launched October 2025); remarks by President Ajay Banga, 14 October 2025; and World Bank “Farming and Agribusiness” materials.
66. Joint MDB Report on Climate Finance (July 2026) and AfDB COP30 reporting. AfDB reported USD 5.93 billion, 54 per cent of total approvals, as climate finance in 2025 (up from USD 5.5 billion, 49 per cent, in 2024).
67. Agroecology Coalition (2025), case study: Promoting on-farm diversification through watershed management (PELUM Kenya; Kiambu and Murang’a counties). <https://agroecology-coalition.org/>
68. Agroecology Coalition (2025), case study: Project Kilimo Endelevu Arusha (CARI / Iles de Paix / RECODA / MVIWAARUSHA; Arusha region, Tanzania). <https://agroecology-coalition.org/>
69. SWISSAID, FiBL and AFSA, CROPS4HD Tanzania seed case studies (Karatu, Momba, Mbozi, Ifakara and Ileje districts), 2022–2023.
70. SWISSAID, FiBL and AFSA, CROPS4HD Niger seed case studies (Dosso region: millet, sorghum, cowpea, groundnut, Bambara groundnut, okra and sesame), 2022–2023.
71. Raya Karkara and AFSA (2023), policy note to the Government of Niger on farmer-managed seed systems and the National Seed Policy.
72. Germany’s agroecology commitments: Agroecology Coalition membership (Germany joined 2023; BMZ and the Federal Ministry of Food and Agriculture) and BMZ agri-food-systems strategy (2021); an increase of roughly EUR 800 million in agroecology commitments since 2014.
73. ECOWAS Agroecology Programme (PATAE/PAIAD), 2018 onwards.
74. EALA resolution (Nov 2024), motion (Jul 2025) and EAC Agroecology Bill, 2026.
75. CEFROHT and coalition materials on the EAC Agroecology Bill.
76. Government of Kenya, National Agroecology Strategy for Food System Transformation 2024–2033.
77. United Republic of Tanzania, National Ecological Organic Agriculture Strategy 2023–2030.
78. Agroecology Coalition national strategies register, March 2026.
79. Murang’a County Agroecology Development Act 2022 and Policy 2022–2032.
80. Vihiga County Agroecology Policy 2024; Makueni Agroecology Policy 2025; Kenyan reporting 2023–2026.
81. Vihiga County Agroecology Policy 2024; Chumba et al. 2024.
82. CIFOR-ICRAF commentary (2025); PELUM Kenya, Third Agroecology Symposium (2026).

-
83. UK Government. (2026). Global biodiversity loss, ecosystem collapse and national security: A national security assessment. <https://sl1nk.com/6a8ea8h>
 84. Cassidy, E.S., West, P.C., Gerber, J.S., and Foley, J.A. (2013), "Redefining agricultural yields: from tonnes to people nourished per hectare," *Environmental Research Letters* 8, 034015. https://www.researchgate.net/publication/258310295_Redefining_Agricultural_Yields_from_Tonnes_to_People_Nourished_per_Hectare
 85. International Union for Conservation of Nature (2022), Situation Analysis on the Roles and Risks of Wildlife in the Emergence of Human Infectious Diseases. <https://portals.iucn.org/library/node/49880>
 86. World Health Organization (2017), WHO Guidelines on Use of Medically Important Antimicrobials in Food-Producing Animals. <https://www.who.int/publications/i/item/9789241550130>
 87. Interafrican Bureau for Animal Resources (2018), African Union Animal Welfare Strategy for Africa. <https://repository.aubiar.org/server/api/core/bitstreams/575bc905-b333-485b-bf88-7fa3c10b86e2/content?trackerId=4ebb23e912e2f693>

À PROPOS DE L'AFSA

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) est une coalition continentale d'organisations de la société civile vouée à promouvoir la souveraineté alimentaire et l'agroécologie à travers le continent africain. Notre alliance regroupe diverses entités, notamment des réseaux africains de producteurs alimentaires et d'organisations de la société civile, des organisations de peuples autochtones, des organisations confessionnelles, des groupes de femmes et de jeunes, des mouvements de consommateurs ainsi que des organisations internationales partageant la mission de l'AFSA. Actuellement, l'AFSA constitue un réseau de réseaux comptant 47 organisations membres actives dans 50 pays africains et touchant environ 200 millions de personnes.



Qui est l'AFSA ?

L'AFSA rassemble des petits exploitants agricoles, des éleveurs, des pêcheurs, des peuples autochtones, des groupes religieux, des consommateurs, des jeunes et des activistes de tout le continent africain afin de créer une voix unie et plus forte en faveur de la souveraineté alimentaire.

L'AFSA encourage l'utilisation et la reproduction de cette étude de cas à des fins non commerciales, à condition que la source soit dûment mentionnée.

AFSA
ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

Pour plus d'informations, visitez notre site web.

www.afsafrica.org
afsa@afsafrica.org
<https://x.com/Afsafrica>